Règlement de la Fondation PACT

Entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024

Sommaire

1. Généralités	1
Article premier - Dénomination et constitution	1
Art. 2 - Champ d'activité	1
Art. 3 - Rapport avec la LPP	1
2. Affiliation à la Fondation	2
Art. 4 - Principe	2
Art. 5 - Début	2
Art. 6 - Affiliation après le 1 ^{er} janvier suivant le 24 ^{ème} anniversaire	2
Art. 7 - Informations lors de l'entrée en service	3
Art. 8 - Fin	3
Art. 8a - Maintien de la prévoyance en cas de licenciement	4
Art. 9 - Démission	5
Art. 10 - Examen médical et réserves	5
3. Définitions	6
Art. 11 - Age de la retraite	6
Art. 12 - Salaire annuel	6
Art. 13 - Salaire assuré	6
Art. 14 - Avoir de vieillesse	7
Art. 15 - Bonifications de vieillesse	7
Art. 16 - Achat de prestations	8
Art. 17 - Réduction de prestations	9
4. Ressources de la Fondation	10
Art. 18 - Ressources générales	10
Art. 19 - Cotisation de l'assuré	10
Art. 20 - Cotisation de l'employeur	10
5. Prestations de la Fondation	11
Généralités	11
Art. 21 - Prestations assurées	11
Art. 22 - Paiement	11
Art. 23 - Coordination de prestations en cas d'invalidité et de décès	12
Art. 24 - Faute de l'ayant droit	13
Art. 25 - Droits contre le tiers responsable	13
Art. 26 - Cession, mise en gage et compensation	13
Art. 27 - Prescription	13
Art. 27a - Négligence de l'obligation d'entretien	14
Art. 28 - Adaptation des rentes	14
Prestations de retraite	14
Art. 29 - Généralités	14
Art. 30 - Droit aux prestations de retraite	14
Art. 31 - Retraite anticipée et retraite différée	15
Art. 32 - Montant de la rente	15
Art. 33 - Capital-retraite	15

Rente d'invalidité	16
Art. 34 – Reconnaissance de l'invalidité	16
Art. 35 – Droit à la rente	16
Art. 36 – Montant de la rente complète	16
Art. 37 – Montant de la rente partielle	17
Art. 38 – Modification de l'invalidité	17
Libération du paiement des cotisations	18
Art. 39 – Principe	18
Rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant	19
Art. 40 – Droit à la rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant	19
Art. 41 – Montant de la rente de conjoint survivant	19
Art. 42 – Allocation unique au conjoint survivant ou au partenaire enregistré survivant	19
Art. 43 – Décès du conjoint survivant ou du partenaire enregistré survivant	19
Rente d'enfant	20
Art. 44 – Bénéficiaires	20
Art. 45 – Enfants	20
Art. 46 – Droit à la rente	20
Art. 47 – Montant de la rente	20
Capital-décès	21
Art. 48 – Principe	21
Art. 49 – Ayants droit	21
Art. 50 – Montant	21
Prestations liées à un divorce ou à la dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré	22
Art. 51 – Décès d'un assuré divorcé ou dont le partenariat enregistré a été dissout	22
Art. 52 – Partage en cas de divorce ou de dissolution judiciaire du partenariat enregistré	22
6. Fin des rapports de service	25
Art. 53 – Fin des rapports de service avant le 1 ^{er} janvier suivant le 24 ^{ème} anniversaire	25
Art. 54 – Fin des rapports de service après le 1 ^{er} janvier suivant le 24 ^{ème} anniversaire	25
Art. 55 – Montant de la prestation de libre passage	25
Art. 56 – Montant minimum de la prestation de libre passage	25
Art. 57 – Affectation de la prestation de libre passage	26
Art. 58 – Paiement en espèces	26
Art. 59 – Fin de l'assurance auprès de la Fondation	27
7. Encouragement à la propriété du logement	28
Art. 60 – Généralités	28
Art. 61 – Notion de logement servant aux propres besoins de l'assuré	28
Art. 62 – Formes d'encouragement	29
Art. 63 – Preuves	29
Versement anticipé	29
Art. 64 – Droit	29
Art. 65 – Montant	29
Art. 66 – Effets	30
Art. 68 – Remboursement	31
Art. 69 – Vente du logement	31

Mise en gage	32
Art. 70 - Principe	32
Art. 71 - Effets de la réalisation du gage	32
Art. 72 - Accord du créancier gagiste	32
Art. 73 - Traitement fiscal de l'encouragement à la propriété du logement	33
8. Administration de la Fondation	34
Art. 74 - Conseil de fondation	34
Art. 75 - Attributions, compétences, convocations, décisions	34
Art. 76 - Administration de la Fondation	34
Art. 77 - Procédure d'élection par les assurés	34
Art. 78 - Organe de révision	35
Art. 79 - Expert agréé	35
Art. 80 - Responsabilité, discrétion	35
Art. 81 - Intégrité et loyauté	36
Art. 82 - Mesures d'assainissement – découvert limité dans le temps	36
Art. 83 - Mesures d'assainissement – mesures en cas de découvert	36
Art. 84 - Liquidation partielle	37
Art. 85 - Information	37
Art. 85a - Obligation d'informer des assurés	37
Art. 85b - Obligation d'informer des employeurs	37
Art. 85c - Protection et sécurité des données	38
9. Dispositions finales	39
Art. 86 - Taux d'intérêt	39
Art. 87 - Informations aux assurés	39
Art. 88 - Modification du règlement	39
Art. 88a - Dispositions transitoires	39
Art. 89 - Interprétation	40
Art. 90 - Contestations	40
Art. 91 - Entrée en vigueur	40
ANNEXE A	41
Taux de conversion	41
ANNEXE B	41
Taux de cotisation	41
ANNEXE C	42
Plan complémentaire	42

1. Généralités

Article premier - Dénomination et constitution

Sous la dénomination "PACT", fondation de prévoyance des entreprises de la construction et des professions apparentées du canton de Genève, pour le personnel administratif, commercial et technique" (ci-après : "la Fondation"), il existe une fondation au sens des articles 80 et suivants du Code civil suisse, créée par la Société suisse des entrepreneurs, section de Genève (ci-après : "la Fondatrice").

Art. 2 - Champ d'activité

1. La Fondation a pour but de prémunir contre les conséquences économiques de la retraite, de l'invalidité et du décès, le personnel administratif, commercial et technique (ci-après : "les salariés") des entreprises de la construction et des professions apparentées du canton de Genève, qui ont déclaré par écrit vouloir affilier à la Fondation leur personnel remplissant les conditions prévues à l'article 4 ci-après.
2. La Fondation peut également étendre son activité en faveur des chefs des entreprises mentionnées à l'alinéa 1. Ils s'assurent aux mêmes conditions que leurs salariés.
3. L'activité de la Fondation consiste à assurer les bénéficiaires mentionnés aux alinéas 1 et 2 contre les conséquences économiques de la retraite, de l'invalidité et du décès, en garantissant des prestations déterminées, conformément aux dispositions du présent règlement.

Art. 3 - Rapport avec la LPP

1. La Fondation est une institution de prévoyance qui participe à l'application du régime de l'assurance obligatoire introduit par la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (ci-après : "LPP").
2. La Fondation est inscrite au Registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'autorité de surveillance du canton de Genève, en application de l'article 48 LPP. Par cette inscription, elle s'oblige à satisfaire au moins aux exigences minimales de la LPP. Elle s'engage notamment à tenir les comptes de vieillesse, à verser au moins les prestations conformément à la LPP et à prélever les cotisations nécessaires à cet effet.
3. Le plan de prévoyance adopté par la Fondation est un plan dit "en primauté des cotisations" au sens de l'article 15 de la loi fédérale du 17 décembre 1993 sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, (ci-après : "LFLP").

2. Affiliation à la Fondation

Art. 4 - Principe

1. L'affiliation à la Fondation est obligatoire pour tous les salariés de l'employeur, à l'exception :
 - a) de ceux dont l'employeur n'est pas soumis à l'obligation de payer des cotisations à l'AVS ;
 - b) de ceux qui sont engagés pour une durée limitée n'excédant pas 3 mois ;
 - c) de ceux dont le salaire annuel selon l'article 12 n'est pas supérieur au salaire minimum selon l'article 2 LPP ;
 - d) de ceux qui exercent une activité accessoire, s'ils sont déjà assujettis à l'assurance obligatoire pour une activité lucrative exercée à titre principal ou s'ils exercent une activité lucrative indépendante à titre principal ;
 - e) de ceux qui, lors de leur entrée en service, sont invalides à raison de 70% au moins au sens de l'assurance invalidité (AI) ;
 - f) de ceux qui, sans activité en Suisse ou dont l'activité en Suisse n'a probablement pas un caractère durable, bénéficient de mesures de prévoyance suffisantes à l'étranger, à condition qu'elles fassent la demande d'exemption à la Fondation. Sont réservées les dispositions relatives aux accords de libre circulation conclus avec l'Union Européenne, l'Association Européenne de libre-échange et le Liechtenstein ;
 - g) des personnes qui restent assurées auprès de l'institution de prévoyance tenue de verser des prestations d'invalidité au sens de l'article 26a LPP.

Art. 5 - Début

1. L'affiliation à la Fondation intervient le jour de l'entrée en service, au plus tôt toutefois le 1^{er} janvier suivant le 17^{ème} anniversaire. Elle entraîne l'acquisition de la qualité d'assuré. Les articles 26a et 47a LPP sont réservés.
2. Jusqu'au 31 décembre suivant le 24^{ème} anniversaire ou coïncidant avec lui, l'assurance s'étend uniquement à la couverture des risques d'invalidité et de décès. Dès le 1^{er} janvier suivant le 24^{ème} anniversaire, elle s'étend également à la retraite.
3. Si un salarié est engagé par l'employeur pour une durée n'excédant pas 3 mois et si son engagement est prolongé au-delà de 3 mois, son affiliation à la Fondation intervient le jour où la prolongation est convenue.
4. Pour les salariés dont le salaire annuel selon l'article 12 n'est pas supérieur, au jour de l'entrée en service, au montant minimum selon l'article 4 alinéa 1 lit. b, l'affiliation à la Fondation intervient le premier jour du mois dès lequel le salaire annuel selon l'article 12 excède ce montant minimum.

Art. 6 - Affiliation après le 1^{er} janvier suivant le 24^{ème} anniversaire

Si un salarié entre en service après le 1^{er} janvier suivant son 24^{ème} anniversaire, la Fondation lui reconnaît le droit à l'achat de tout ou partie des prestations de prévoyance relatives à la durée séparant cette date de la date de son entrée en service, en application de l'article 16 ci-après.

Art. 7 - Informations lors de l'entrée en service

1. A l'entrée dans la Fondation, l'assuré fait transférer sans retard sa prestation de sortie de l'institution de prévoyance du précédent employeur, ainsi que tous les avoirs constitués sous la forme de polices ou de comptes de libre passage.
2. Il doit fournir à la Fondation toutes les informations sur sa situation personnelle en matière de prévoyance professionnelle, notamment :
 - a) les montants à transférer à la Fondation conformément au 1^{er} alinéa et les coordonnées des institutions devant effectuer un transfert ;
 - b) l'éventuelle limitation de sa capacité de travail.
3. L'assuré s'assurera que les institutions devant effectuer un transfert informent la Fondation, au moment du transfert, sur notamment :
 - a) le montant de l'avoir de vieillesse selon l'article 15 LPP ainsi que la part de cet avoir par rapport à l'ensemble de l'avoir de prévoyance de l'assuré ;
 - b) le montant de la prestation de sortie acquise à l'âge de 50 ans si l'assuré a fêté ses 50 ans après le 31 décembre 1994 ou le montant de la 1^{ère} prestation de sortie connue dès le 1^{er} janvier 1995 et la date de son calcul ;
 - c) le montant de la prestation de sortie au moment du mariage si l'assuré s'est marié après le 31 décembre 1994 à laquelle il aurait eu droit lors de son mariage ou le montant de la 1^{ère} prestation de sortie connue dès le 1^{er} janvier 1995 et la date de son calcul ;
 - d) le montant des éventuels versements anticipés pour l'accession à la propriété effectués auprès de précédentes institutions de prévoyance et non encore remboursés, l'avoir de vieillesse concerné au sens de l'article 15 LPP ainsi que la part qu'il représente pour le minimum LPP, la désignation du bien immobilier concerné ainsi que la date à laquelle le versement anticipé a été obtenu ;
 - e) l'éventuelle mise en gage de prestations pour l'accession à la propriété, la désignation du bien immobilier concerné ainsi que le nom et les coordonnées du créancier-gagiste ;
 - f) les montants versés dans le cadre d'un divorce ainsi que la part qu'ils représentent pour le minimum LPP ;
 - g) le montant et la date des rachats effectués au cours des trois dernières années au moins ;
 - h) la perception de prestations de vieillesse ou d'invalidité partielle de la part d'autres institutions de prévoyance ;
 - i) les avoirs de prévoyance avoirs constitués sous la forme de polices ou de comptes de libre passage.

Art. 8 – Fin

1. L'affiliation à la Fondation prend fin le jour où cessent les rapports de service pour une cause autre que le décès, l'invalidité ou la retraite. Les dispositions de l'article 8a sont réservées.
2. La fin de l'affiliation à la Fondation entraîne la perte de la qualité d'assuré, sous réserve toutefois du maintien de l'assurance au sens de l'article 26a LPP, de l'article 59 et de l'obligation pour la Fondation de fournir à l'intéressé toutes les informations nécessaires à celui-ci.

Art. 8a – Maintien de la prévoyance en cas de licenciement

1. L'assuré qui, après avoir atteint l'âge de 55 ans, cesse d'être assujéti à l'assurance obligatoire en raison de la dissolution des rapports de travail par l'employeur peut exiger que son assurance auprès de la Fondation soit maintenue dans la même mesure que précédemment. La demande de maintien ne peut être faite que par un assuré qui reste soumis à l'AVS et doit parvenir à la Fondation au plus tard 90 jours après le dernier jour des rapports de travail.
2. L'assuré peut choisir de maintenir soit uniquement la couverture des risques décès et invalidité, soit l'entier de sa couverture d'assurance (décès, invalidité et vieillesse). Il est alors tenu au paiement de l'entier (part employeur et part employé) des cotisations correspondantes (risques et frais uniquement ou épargne, risques et frais). Les cotisations sont dues mensuellement par l'assuré ; elles sont versées par l'assuré sur le compte de la Fondation, à la fin de chaque mois.
3. L'assuré qui demande le maintien de l'entier de sa couverture d'assurance peut choisir de cotiser sur la base d'un salaire correspondant soit à son dernier salaire assuré, soit à un salaire inférieur à son dernier salaire assuré mais au minimum à la moitié de son dernier salaire assuré.
4. L'assuré affilié au plan complémentaire peut demander de maintenir sa couverture d'assurance dans ce plan. Dans ce cas, les cotisations dues sont déterminées sur la base du salaire déterminant pour le maintien de la couverture d'assurance dans le plan de base, en tenant compte des taux de bonification de vieillesse appliqués dans le plan complémentaire avant le licenciement.
5. L'assuré a la possibilité de changer la forme du maintien de sa prévoyance (type de couverture, niveau du salaire assuré) une fois par année. La modification de la couverture doit être annoncée à la Fondation au plus tard à la fin du mois de novembre et prend effet au début de l'année suivante.
6. Si le maintien de l'assurance a duré plus de deux ans, les prestations de la Fondation sont versées uniquement sous forme de rente. Si le maintien a duré plus de deux ans, le versement anticipé ou la mise en gage de la prestation de sortie en vue de l'acquisition d'un logement pour ses propres besoins ne sont plus possibles.
7. Le maintien de la prévoyance prend fin lorsque l'assuré entre dans une nouvelle institution de prévoyance et que plus des deux tiers de la prestation de sortie sont nécessaires au rachat de toutes les prestations réglementaires. Lorsque seule une partie de la prestation de sortie est transférée dans une autre institution de prévoyance, le salaire assuré dans la Fondation est adapté proportionnellement. Le maintien prend également fin en cas de décès, d'invalidité ou lorsque l'assuré atteint l'âge de référence de la retraite.
8. Le maintien de l'assurance auprès de la Fondation peut être résilié par écrit par l'assuré en tout temps, moyennant le respect d'un délai d'annonce de trois mois pour la fin d'un mois. La résiliation par la Fondation peut intervenir en cas de non-paiement des cotisations dues, après sommation écrite et octroi à l'assuré d'un délai de paiement de 90 jours.
9. Lorsque l'assuré a atteint l'âge de 58 ans et que le maintien de la prévoyance prend fin, les prestations réglementaires de retraite anticipée sont versées.
10. En cas de prélèvement d'une cotisation d'assainissement au sens de l'article 83 alinéa 3, l'assuré est tenu de s'acquitter de la part employé uniquement.

11. Pour le calcul de la prestation de sortie selon l'article 17 LFLP, la majoration de 4 % par année d'âge suivant la 20^{ème} année n'est pas calculée sur les cotisations versées dans le cadre du maintien de la prévoyance.

Art. 9 – Démission

1. Si une entreprise affiliée veut quitter la Fondation avec tout ou partie de son personnel, elle doit présenter sa démission, accompagnée de l'accord de tous les employés ou de la représentation de ces derniers si elle existe, au Conseil de fondation.
2. La démission de la Fondation ne peut avoir effet que pour la fin d'une année, moyennant préavis de 6 mois au moins.
3. Les dispositions sur la liquidation partielle sont réservées.

Art. 10 – Examen médical et réserves

1. La Fondation peut exiger de tout nouvel assuré qu'il se soumette à un examen médical auprès d'un médecin désigné par la Fondation, et aux frais de celle-ci.
2. Au vu du résultat de l'examen médical la Fondation peut, en se référant au préavis du médecin, imposer une ou plusieurs réserves pour l'assurance invalidité et l'assurance décès ; elles seront toutefois inopérantes pour la part de prestations découlant des exigences minimales de la LPP.
3. La Fondation statue au plus tard dans les 60 jours suivant l'affiliation à celle-ci. Si des réserves sont imposées, l'intéressé en sera informé par écrit ; la durée de leur validité n'excédera pas 5 ans ; leur objet sera communiqué à l'assuré par le médecin qui a procédé à l'examen.
4. Lorsqu'une prestation de libre passage est transférée à la Fondation en faveur d'un nouvel assuré par l'institution de prévoyance de l'employeur précédent, le montant des prestations de la Fondation découlant de cette prestation de libre passage ne peut en aucun cas être grevé de réserves autres que celles qui avaient éventuellement été imposées par l'institution de prévoyance de l'employeur précédent, ni pour une durée supérieure à celle restant à courir dans l'institution de prévoyance de l'employeur précédent.
5. Si une ou des réserves avaient été imposées par l'institution de prévoyance de l'employeur précédent, seul le médecin qui avait procédé à l'examen peut, avec l'accord de l'assuré, en communiquer l'objet au médecin-conseil de la Fondation.
6. Si un assuré devient invalide ou décède avant que le Conseil de Fondation ait statué et si les causes ayant entraîné l'invalidité ou le décès sont antérieures à la date d'affiliation à la Fondation, cette dernière verse à l'assuré lui-même ou à ses ayants droit, au moins les prestations telles qu'elles découlent des exigences minimales de la LPP.

3. Définitions

Art. 11 – Age de la retraite

1. L'âge de référence réglementaire donnant droit aux prestations de retraite de la Fondation correspond à l'âge de référence de la retraite au sens de 'la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance vieillesse et survivants (ci-après : « LAVS »). L'âge de référence est de 65 ans pour les hommes et les femmes ; les dispositions transitoires de l'article 88a alinéa 2 sont réservées.
2. L'assuré a la possibilité d'anticiper le versement de ses prestations de retraite dès l'âge de 58 ans.
3. L'assuré qui reste au service de l'employeur au-delà de l'âge de référence de la retraite a la possibilité de différer le versement de ses prestations, au plus tard jusqu'à 70 ans.

Art. 12 – Salaire annuel

1. Le salaire annuel est déterminant pour le calcul du salaire assuré.
2. Au jour de l'affiliation à la Fondation, il est égal à 12 fois le salaire mensuel en vigueur à cette date, augmenté du 13^{ème} salaire, de l'allocation spéciale ou de la gratification. Ainsi défini, il est équivalent au salaire déterminant au sens de la LAVS.
3. Dès le 1^{er} janvier suivant l'affiliation à la Fondation, le salaire annuel est calculé à chaque 1^{er} janvier, en application par analogie de l'alinéa 2, sur la base du salaire mensuel en vigueur à cette date.
4. Toute augmentation du salaire mensuel en cours d'année est prise en compte au moment où elle intervient si elle dépasse la limite fixée par le Conseil de fondation.

Art. 13 – Salaire assuré

1. Le salaire assuré est égal au salaire annuel selon l'article 12, diminué du montant de coordination de la LPP. Il est dans tous les cas au moins égal au salaire coordonné minimal selon l'article 8 alinéa 2 LPP.
2. Le salaire assuré est au maximum égal au triple du montant annuel de la rente de vieillesse complète maximale de l'AVS, diminué du montant de coordination de la LPP.
3. Si le salaire effectivement perçu par le salarié diminue temporairement par suite de maladie, d'accident, de maternité, de paternité, d'adoption, de garde d'enfants gravement atteint dans leur santé, de chômage partiel, de service militaire, de protection civile ou d'autres circonstances semblables, le salaire assuré est maintenu au moins pendant la durée de l'obligation légale de l'employeur de verser le salaire selon l'article 324a du Code des obligations (CO), du congé de maternité selon l'article 329f CO, du congé de paternité au sens de l'art. 329g CO, du congé de prise en charge au sens de l'art. 329i CO ou du congé d'adoption au sens de l'art. 329j CO dans la mesure où l'assuré n'en demande pas la réduction.
4. Le salaire assuré n'englobe en aucun cas tout ou partie de la rémunération provenant de l'exercice d'une activité lucrative au service d'un tiers.

5. D'un commun accord entre les assurés et leur employeur :
 - le montant de coordination selon l'alinéa 1 peut être réduit ou modulé par tranche de salaire ;
 - le salaire assuré maximal selon l'alinéa 2 peut être augmenté ;
 - les deux mesures peuvent être conjuguées.
- 5bis. Si un employeur a fait usage de la possibilité prévue à l'alinéa 5 et qu'il assure l'entier du salaire AVS (sans déduction de coordination), il peut également faire affilier ses salariés au plan complémentaire tel qu'il est défini à l'Annexe C du présent règlement.
6. En cas d'application des alinéas 5 et 5bis, la mesure décidée sera applicable à tous les assurés d'une même catégorie professionnelle au sein de l'entreprise affiliée.
7. Pour les assurés qui maintiennent leur assurance au sens de l'article 8a, le salaire assuré est égal, selon le choix de l'assuré, au dernier salaire assuré ou à la moitié de ce salaire.

Art. 14 – Avoir de vieillesse

1. Un avoir de vieillesse, déterminant pour le calcul des prestations assurées, est constitué en faveur de chaque assuré. Il est constitué par :
 - la prestation de libre passage transférée de l'institution de prévoyance de l'employeur précédent de l'assuré, conformément à l'article 16 ;
 - les éventuels apports personnels de l'assuré au sens de l'article 16 ;
 - les bonifications de vieillesse, selon l'article 15 ;
 - les éventuelles attributions décidées par le Conseil de fondation ;
 - les intérêts produits par les montants ci-dessus.
2. Les montants affectés à la constitution de l'avoir de vieillesse conformément à l'article 16 ci-après ainsi que les éventuelles attributions décidées par le Conseil de fondation portent immédiatement intérêts, au taux fixé par le Conseil de fondation. Les bonifications de vieillesse portent intérêts dès le 1^{er} janvier suivant leur attribution.

Art. 15 – Bonifications de vieillesse

1. Les bonifications de vieillesse, exprimées en pour-cent du salaire assuré compte tenu de l'âge de l'assuré, sont égales à :

Catégories d'âge	Bonification de vieillesse en % du salaire assuré
25 – 34 ans	7 %
35 – 44 ans	10 %
45 – 54 ans	15 %
dès 55 ans	18 %

2. L'âge de l'assuré au sens de la présente disposition résulte de la différence entre le millésime de l'année civile en cours et celui de l'année de naissance.
3. Aussi longtemps qu'un assuré est au bénéfice d'une rente d'invalidité de la Fondation, son avoir de vieillesse est alimenté par des bonifications de vieillesse égales à celles qui seraient attribuées s'il n'était pas invalide, compte tenu de son dernier salaire assuré Et des taux de bonification en vigueur au moment de la survenance de l'incapacité de travail.

Art. 16 – Achat de prestations

1. Tout nouvel assuré disposant d'une prestation de libre passage provenant de l'institution de prévoyance de son employeur précédent est tenu de la transférer à la Fondation.
2. La prestation de libre passage transférée est créditée à l'avoir de vieillesse de l'assuré selon l'article 14 et affectée à l'achat de prestations.
3. Tout salarié entré en service après le 1^{er} janvier suivant son 24^{ème} anniversaire peut également acheter, au plus tard jusqu'à la fin effective des rapports de service, des prestations au moyen d'un apport personnel. Le montant de l'apport personnel que peut effectuer l'assuré est au maximum égal à la différence entre le montant de la prestation de libre passage qu'il apporte et la somme des bonifications de vieillesse afférentes à la période séparant le 1^{er} janvier suivant son 24^{ème} anniversaire de la date de son affiliation effective, sans intérêt, calculées sur la base du salaire assuré en vigueur à la date de l'affiliation effective à la Fondation.
- 3bis. Le montant maximal du rachat possible est réduit :
 - a) des montants affectés par l'assuré au pilier 3a qui dépassent la somme maximale des cotisations annuelles déductibles du revenu imposable, à partir de 24 ans révolus, selon l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP3), cette somme étant créditée d'intérêts calculés au taux d'intérêt minimal LPP en vigueur, conformément au tableau publié par l'Office fédéral des assurances sociales ;
 - b) des avoirs de libre passage de l'assuré qui ne devaient pas être transférés, avant le rachat, dans la Fondation en vertu de la LFLP ;
 - c) lorsqu'un assuré perçoit ou a perçu une prestation de retraite partielle ou totale de la Fondation ou d'une autre institution de prévoyance et reprend une activité lucrative ou augmente son taux d'activité, du montant de l'avoir correspondant à la prestation de vieillesse déjà perçue.
4. Si le montant transféré par l'institution de prévoyance du précédent employeur excède le montant nécessaire à l'achat de toutes les années d'assurance selon l'alinéa 3, l'assuré peut choisir pour le montant excédentaire entre :
 - a) la conclusion d'une police de libre passage auprès d'une institution d'assurance soumise à la surveillance ordinaire des assurances, auprès d'un groupe réunissant de telles institutions d'assurance ou auprès d'une institution d'assurance de droit public au sens de l'article 67 alinéa 1 LPP ;
 - b) l'ouverture d'un compte de libre passage auprès d'une fondation dont les fonds sont placés auprès ou par l'intermédiaire d'une banque soumise à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).
- 4bis. La somme de rachat annuelle versée par les personnes arrivant de l'étranger qui n'ont jamais été affiliées à une institution de prévoyance en Suisse ne doit pas dépasser, pendant les cinq années qui suivent leur entrée dans l'institution de prévoyance suisse, 20% du salaire assuré tel que défini dans le règlement.
5. L'assuré peut procéder à l'achat selon l'alinéa 3 au comptant ou par acomptes. Il doit se prononcer dans les 60 jours suivant son affiliation. S'il opte pour un paiement par acomptes, une convention portant sur les modalités d'amortissement de la dette sera conclue entre lui-même et la Fondation. Les acomptes exigés engloberont une prime de risque telle que la dette s'éteigne en cas de décès ou d'invalidité.

6. Passé le délai de 60 jours fixé à l'alinéa 5, l'assuré peut en tout temps décider d'acheter des prestations dans les limites fixées aux alinéas 3 et 3^{bis}, à ses frais et au comptant ; le cas échéant, le salaire assuré, l'âge et l'avoir de vieillesse pris en considération sont ceux de l'assuré à la date de l'achat. Le montant qui, en cas de divorce ou de dissolution judiciaire du partenariat enregistré, est attribué à l'assuré par l'institution de prévoyance à laquelle est affilié son ex-conjoint ou ex-partenaire enregistré sert au rachat de prestations et n'est pas soumis aux restrictions des alinéas 8 et 9.
7. Si l'employeur finance en tout ou partie un achat de prestations, une convention sera conclue entre la Fondation, l'employeur et l'assuré. Elle stipulera en particulier que si l'assuré quitte le service de l'employeur dans les 10 ans suivant l'achat, le montant payé par l'employeur sera déduit de la prestation de libre passage selon l'article 55 ou 56 dans la proportion de 1/10 par année de service en moins de 10 révolue au jour de la fin des rapports de service. Le montant non attribué à l'assuré sera considéré comme réserve de cotisation de l'employeur.
8. Un rachat facultatif ne peut intervenir que lorsque le versement anticipé, effectué pour la propriété du logement, a été totalement remboursé ou lorsque le remboursement n'est plus possible.
9. Les avoirs ayant fait l'objet d'un rachat ne peuvent pas être retirés sous forme de capital dans les trois ans suivant le rachat.

Art. 17 – Réduction de prestations

1. Lorsque, en cas de divorce ou de dissolution judiciaire du partenariat enregistré, la prévoyance professionnelle d'un assuré doit être partagée, il s'ensuit une réduction correspondante de l'avoir de vieillesse ou de l'avoir de vieillesse hypothétique ainsi qu'un ajustement des comptes d'apports personnels et de cotisations de l'assuré. Les incidences de cette réduction et la possibilité de son rachat, total ou partiel, sont fixées à l'article 52.
2. Lorsqu'un assuré obtient un versement anticipé dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement, il s'ensuit également une réduction correspondante de l'avoir de vieillesse ainsi qu'un ajustement des comptes d'apports personnels et de cotisations de l'assuré. Les incidences de cette réduction et la possibilité de son rachat, total ou partiel, sont fixées à l'article 66.

4. Ressources de la Fondation

Art. 18 – Ressources générales

Les ressources de la Fondation consistent en :

- a) les cotisations réglementaires des assurés ;
- b) les apports des assurés au sens de l'article 16 ;
- c) les cotisations réglementaires de l'employeur ;
- d) les apports de l'employeur au sens de l'article 16 alinéa 7 ;
- e) toutes attributions, tous dons et legs ;
- f) les prestations d'assurance et tous reliquats qui, pour une cause quelconque, ne sont pas attribués aux bénéficiaires ;
- g) les revenus de ses avoirs.

Art. 19 – Cotisation de l'assuré

1. Chaque assuré est tenu de verser une cotisation à la Fondation dès son affiliation et aussi longtemps qu'il reste en service, mais au plus tard jusqu'au moment où il est mis au bénéfice de la totalité de ses prestations de retraite'. Les dispositions des articles 8a et 31 restent réservées.
2. En dérogation à l'alinéa 1 ci-dessus, l'assuré est libéré du paiement de la cotisation dès qu'il compte 90 jours d'incapacité de gain.
3. Le montant annuel de la cotisation de l'assuré figure à l'annexe B.
4. La cotisation de l'assuré est retenue sur le salaire de ce dernier par l'employeur pour le compte de la Fondation.
5. L'âge de l'assuré au sens de la présente disposition résulte de la différence entre le millésime de l'année civile en cours et celui de l'année de naissance.

Art. 20 – Cotisation de l'employeur

1. Sous réserve des dispositions de l'article 8a, aussi longtemps que l'assuré est tenu au paiement de cotisation, l'employeur y est également tenu.
2. Le montant annuel de la cotisation de l'employeur est égal à la somme des cotisations versées par l'ensemble de ses assurés.
3. La cotisation due par chaque employeur est transférée chaque mois à la Fondation, avec les cotisations retenues sur les salaires de ses assurés.

5. Prestations de la Fondation

Généralités

Art. 21 – Prestations assurées

1. La Fondation assure, aux conditions énoncées ci-après, des prestations sous la forme de :
 - a) rentes de retraite ou capitaux-retraite ;
 - b) rentes d'invalidité ;
 - c) libération du paiement des cotisations ;
 - d) rentes de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant ;
 - e) rentes d'enfant ;
 - f) capital-décès, si le décès n'ouvre pas le droit à une rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant ;
 - g) prestations liées à un divorce ou à une dissolution du partenariat enregistré ;
 - h) prestation de libre passage.
2. La Fondation participe en outre à l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle, conformément à la loi du 17 décembre 1993.
3. La Fondation alloue une prestation en capital en lieu et place de la rente lorsque celle-ci est inférieure à 10 % de la rente minimale de vieillesse de l'AVS, dans le cas d'une rente de vieillesse ou d'invalidité, à 6 % dans le cas d'une rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant ou à 2 % dans le cas d'une rente d'orphelin, d'enfant d'invalidé ou de retraité.

Art. 22 – Paiement

1. Les prestations de la Fondation sont payables :
 - a) *pour les rentes* : mensuellement, au début de chaque mois ; les parts de rente viagère dues dans le cadre d'un divorce qui doivent être transférées à l'institution de prévoyance du bénéficiaire sont versées annuellement, au plus tard le 15 décembre ;
 - b) *pour les capitaux* : dans les 60 jours qui suivent leur échéance, mais au plus tôt dès que les ayants droit sont connus de façon certaine ;
 - c) *pour la prestation de libre passage* : dans les 30 jours suivant la fin des rapports de service.
2. Le domicile de paiement des prestations de la Fondation est au siège de la Fondation. Elles sont versées à l'adresse communiquée par le bénéficiaire, en principe auprès d'une banque ou sur un compte de chèques postaux.
3. La Fondation peut exiger en tout temps la présentation de tous les documents attestant le droit à des prestations ; si le bénéficiaire ne se soumet pas à cette obligation, la Fondation est habilitée à suspendre le paiement des prestations.
4. La Fondation peut exiger la restitution des prestations qui auraient été indûment versées ou touchées.

Art. 23 – Coordination de prestations en cas d'invalidité et de décès

1. Si le montant total constitué par les prestations dues par la Fondation à un invalide ou aux survivants d'un assuré défunt, augmenté d'autres prestations d'un type et d'un but analogues ainsi que d'autres revenus à prendre en compte excède 90% du salaire annuel dont on peut présumer que l'intéressé est privé, les prestations de la Fondation sont réduites jusqu'à concurrence de ce taux. Si les prestations de la Fondation sont réduites, elles le sont toutes dans la même proportion.
2. Le revenu dont on peut présumer que l'assuré est privé correspond au revenu provenant d'une activité lucrative ou au revenu de remplacement que l'assuré percevrait si l'événement dommageable n'était pas survenu.
3. Lorsqu'elle réduit ses prestations d'invalidité et ses prestations de survivants, la Fondation prend en compte :
 - a) les prestations de survivants et d'invalidité servies à l'ayant-droit par d'autres assurances sociales et institutions de prévoyance suisses et étrangères en raison de l'événement dommageable, les prestations en capital étant prises à leur valeur de rentes selon les bases techniques de la Fondation ;
 - b) les indemnités journalières servies par des assurances obligatoires ;
 - c) les indemnités journalières servies par des assurances facultatives, lorsque ces dernières sont financées pour moitié au moins par l'employeur ;
 - d) lorsque l'assuré perçoit des prestations d'invalidité : le revenu provenant d'une activité lucrative ou le revenu de remplacement ainsi que le revenu ou les revenus de remplacement que l'assuré pourrait encore raisonnablement réaliser.
4. Les allocations pour impotents, les indemnités pour atteinte à l'intégrité, les indemnités uniques, les contributions d'assistance et autres prestations similaires ainsi que le revenu supplémentaire réalisé pendant l'exécution d'une mesure de nouvelle réadaptation au sens de l'article 8a de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (ci-après : LAI) ne peuvent pas être pris en compte par la Fondation.
5. Les prestations de la Fondation ne peuvent pas être réduites lorsque l'assurance militaire verse des rentes au conjoint et aux orphelins et que leurs prestations de prévoyances sont insuffisantes au sens de l'article 54 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (LAM).
6. Si les prestations de la Fondation ont été réduites en application de l'article 17, les prestations de la Fondation prises en compte sont celles qui auraient été dues si les prestations n'avaient pas été réduites.
7. Les revenus de la veuve ou du veuf ou du partenaire enregistré survivant et ceux des orphelins sont comptés ensemble.
8. Tant et aussi longtemps que l'assuré reçoit un salaire entier ou des indemnités journalières de l'assurance-maladie équivalant à au moins 80% du salaire dont il est privé et financées au moins pour moitié par l'employeur, la Fondation diffère le droit aux prestations d'invalidité (article 35 alinéa 2).
9. Si l'assurance accidents ou l'assurance militaire poursuit le versement d'une rente d'invalidité au-delà de l'âge de référence de la retraite, la rente de retraite due dès cette date par la Fondation est considérée comme une rente d'invalidité pour l'application des dispositions relatives à la coordination des prestations au sens des articles 24a ss OPP2.

10. La réduction d'autres prestations opérées à l'âge de référence de la retraite, notamment les réductions de prestations effectuées en vertu des articles 20 alinéa 2^{ter} et 2^{quater} LAA et 47 alinéa 1 LAM, ne sont pas compensées par la Fondation ; les pleines prestations assurées sont donc prises en compte pour la détermination du cumul.
11. Le bénéficiaire est tenu de renseigner la Fondation sur tous les revenus à prendre en compte. La Fondation est en droit de suspendre ses prestations aussi longtemps que les renseignements demandés n'ont pas été produits. Le montant de la réduction sera revu chaque année, compte tenu de l'évolution générale des salaires d'une part, des prestations selon l'alinéa 2 d'autre part, voire de la perte ou de l'ouverture du droit à une prestation ; les prestations seront adaptées si la situation se modifie de façon importante.
12. La part des prestations assurées mais non versées reste acquise à la Fondation.

Art. 24 – Faute de l'ayant droit

Si l'AVS/AI réduit, retire ou refuse une prestation parce que l'invalidité ou le décès de l'assuré a été provoqué par la faute de l'ayant droit ou si l'assuré s'oppose à une mesure de réadaptation de l'AI, la Fondation réduit ses prestations, au maximum toutefois dans la mesure décidée par l'AVS/AI. En outre, la Fondation ne compense pas la réduction ou le refus de prestations par l'assurance accidents ou l'assurance militaire fondées sur les articles 21 LPGA, 37 et 39 LAA ou 65 et 66 LAM.

Art. 25 – Droits contre le tiers responsable

Dès la survenance d'un cas d'assurance, l'institution de prévoyance est subrogée, jusqu'à concurrence des prestations légales, aux droits de l'assuré, de ses survivants et des autres bénéficiaires, contre tout tiers responsable du cas d'assurance. Pour la prévoyance étendue, elle peut exiger une cession des droits et suspendre ses prestations aussi longtemps que la cession exigée n'est pas intervenue.

Art. 26 – Cession, mise en gage et compensation

1. Le droit aux prestations ne peut être ni cédé, ni mis en gage aussi longtemps que celles-ci ne sont pas exigibles. Les dispositions du chapitre 7 du présent règlement relatives à la mise en gage dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement sont toutefois réservées.
2. Le droit aux prestations ne peut être compensé avec des créances cédées à la Fondation par l'employeur que si ces créances ont pour objet des cotisations non déduites du salaire.
3. Tout acte juridique contraire aux dispositions des alinéas 1 et 2 est nul.

Art. 27 – Prescription

1. Le droit aux prestations ne se prescrit pas pour autant que l'assuré n'ait pas quitté l'institution de prévoyance lors de la survenance du cas d'assurance.
2. Les actions en recouvrement de créances se prescrivent par 5 ans quand elles portent sur des cotisations ou des prestations périodiques, par 10 ans dans les autres cas. Les articles 129 à 142 du Code des obligations sont applicables.

Art. 27a – Négligence de l'obligation d'entretien

1. Lorsque la Fondation reçoit une notification de retard dans le paiement des contributions d'entretien pour l'un de ses assurés, elle communique sans délai par courrier recommandé à l'office spécialisé l'arrivée à échéance des prétentions et prestations suivantes :
 - le versement de la prestation en capital, lorsque le montant atteint CHF 1'000.- au moins ;
 - le paiement en espèces au sens de l'article 5 LFLP, lorsque le montant atteint CHF 1'000.- au moins ;
 - le versement anticipé dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement ainsi que la mise en gage des avoirs de prévoyance et la réalisation du gage grevant ces avoirs.
2. La Fondation peut effectuer les versements annoncés au plus tôt 30 jours après notification à l'office spécialisé.

Art. 28 – Adaptation des rentes

1. Les rentes LPP de survivants et d'invalidité en cours depuis plus de 3 ans sont adaptées jusqu'au jour où le bénéficiaire atteint l'âge de référence de la retraite, conformément aux prescriptions du Conseil fédéral.
2. Pour les rentes de survivants et d'invalidité qui ne doivent pas être adaptées ainsi que pour les rentes de retraite, le 'Conseil de fondation décide chaque année si, et dans quelle mesure, ces rentes doivent être adaptées.

Prestations de retraite**Art. 29 – Généralités**

Les prestations de retraite consistent en :

- a) une rente de retraite accompagnée d'éventuelles rentes d'enfant de retraité ; ou
- b) un capital-retraite.

Art. 30 – Droit aux prestations de retraite

1. Le droit aux prestations de retraite prend naissance à l'âge de référence de la retraite et s'éteint à la fin du mois au cours duquel le bénéficiaire décède. Les dispositions de l'article 31 sont réservées.
2. La retraite peut être partielle ou totale. En cas de retraite partielle, la réduction du taux d'occupation doit être d'au moins 20 %. L'assuré est en droit de demander ses prestations de vieillesse en trois étapes au plus. Si le salaire annuel considéré devient inférieur au seuil prévu à l'article 4, alinéa 1, lettre c, l'assuré sort du cercle des assurés et est mis au bénéfice du solde de ses prestations de retraite.

Art. 31 – Retraite anticipée et retraite différée**Retraite anticipée**

1. Si un assuré quitte totalement le service de l'employeur après avoir atteint l'âge de 58 ans mais avant d'avoir atteint l'âge de référence de la retraite, il cesse de verser des cotisations et peut demander à être mis au bénéfice d'une prestation de retraite anticipée. L'assuré peut également demander que sa prestation de libre passage soit transférée à l'institution de prévoyance d'un nouvel employeur ou à une institution de libre passage. Les dispositions de l'alinéa 4 et de l'article 8a sont réservées.
2. Pour autant et aussi longtemps qu'il continue au moins partiellement son activité auprès de l'employeur, l'assuré peut également demander à ce que la totalité de son avoir reste dans la Fondation.
3. Un assuré ayant atteint l'âge de retraite anticipée dont le salaire diminue de la moitié au plus peut demander le maintien de sa prévoyance au niveau du dernier gain assuré ; la prévoyance peut être maintenue au niveau du dernier gain assuré au plus tard jusqu'à l'âge de référence de la retraite ; sauf accord écrit contraire de l'employeur, l'assuré est seul débiteur des cotisations destinées à maintenir la prévoyance au niveau du dernier gain assuré.

Retraite différée

4. Si l'assuré reste au service de l'employeur au-delà de l'âge de référence de la retraite, il peut demander le versement de tout ou partie de ses prestations de retraite dès le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de référence de la retraite.
5. L'assuré peut également demander que le versement de l'entier de ses prestations de retraite soit différé, tant que durent les rapports de travail, mais au plus tard jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'assuré fête son 70^{ème} anniversaire.
6. L'assuré choisit la date à partir de laquelle la rente de retraite devra lui être versée. Il doit faire connaître sa décision un mois à l'avance au moins.
7. Sur le revenu de l'activité encore exercée, l'assuré peut demander à continuer à verser des cotisations ; dans ce cas, l'assuré et l'employeur sont tenus de verser la part des cotisations afférente à la couverture de l'épargne, conformément au taux défini à l'annexe B ; la part de cotisation afférente à la couverture des risques n'est plus perçue.
8. Ce sont les prestations de survivants d'un pensionné qui sont versées en cas de décès.
9. Si l'assuré quitte le service de l'employeur, le solde des prestations de retraite est versé dès le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel les rapports de service ont pris fin.

Art. 32 – Montant de la rente

Le montant annuel de la rente de retraite est calculé en pour-cent de l'avoir de vieillesse constitué à la date de la retraite, conformément à l'annexe A.

Art. 33 – Capital-retraite

1. Tout assuré actif ou invalide peut, par lettre adressée à la Fondation, exiger que tout ou partie de son avoir de vieillesse acquis à la date de la retraite, lui soit versé en capital, à

condition qu'il fasse connaître sa volonté 6 mois à l'avance au moins. Le montant du capital-retraite versé est égal à tout ou partie de l'avoir de vieillesse constitué à la date de la retraite.

2. Les dispositions de l'article 8a alinéa 6 sont réservées.
3. Lorsque l'assuré est marié ou lié par un partenariat enregistré, le paiement du capital ne peut intervenir qu'avec le consentement écrit du conjoint ou du partenaire enregistré.
4. Le paiement total du capital-retraite éteint tout droit à d'autres prestations de la Fondation. Le paiement partiel du capital-retraite éteint proportionnellement tout droit à d'autres prestations de la Fondation.

Rente d'invalidité

Art. 34 – Reconnaissance de l'invalidité

L'assuré qui est reconnu invalide par l'AI est également reconnu invalide par la Fondation, avec effet à la même date et dans la même mesure, pour autant qu'il ait été affilié à la Fondation lorsqu'a débuté l'incapacité de travail dont la cause est à l'origine de l'invalidité.

Art. 35 – Droit à la rente

1. Le droit à la rente d'invalidité de la Fondation prend naissance le jour de l'ouverture du droit à la rente AI et s'éteint le jour où cesse le droit à la rente AI (sous réserve du maintien au sens de l'article 26a LPP), au plus tard toutefois à l'âge de référence de la retraite, l'assuré ayant droit, dès cette date, à la rente de retraite, calculée conformément à l'article 32, ou à une prestation en capital conformément à l'article 33. Les dispositions transitoires de l'article 88a alinéa 3 sont réservées.
2. En dérogation à l'alinéa 1, la rente d'invalidité de la Fondation n'est pas servie aussi longtemps que l'assuré touche son salaire ou les indemnités qui en tiennent lieu, pour autant que ces dernières représentent 80% au moins du salaire et qu'elles aient été financées par l'employeur à raison de 50% au moins.
3. Dès qu'elle a connaissance de la décision de l'office AI de suspendre à titre provisionnel le versement de la rente d'invalidité en vertu de l'article 52a LPGa, la Fondation suspend elle aussi le versement de ses rentes à titre provisionnel.

Art. 36 – Montant de la rente complète

1. L'assuré a droit à une rente complète de la Fondation s'il est invalide à 70% au moins au sens de l'AI.
2. Le montant annuel de la rente complète d'invalidité est calculé en pour-cent de l'avoir de vieillesse constitué à la date de la reconnaissance de l'invalidité, augmenté des bonifications, avec intérêts comptés à 1.5%, qui auraient été attribuées jusqu'à l'âge de référence de la retraite si l'assuré était resté en service jusqu'à cette date en conservant son dernier salaire assuré. Ce pourcentage est identique à celui utilisé pour la rente de retraite (article 32).

Art. 37 – Montant de la rente partielle

1. En cas d'invalidité partielle, le degré d'invalidité de l'AI est déterminant pour le taux d'invalidité de la Fondation. En cas d'invalidité mixte, seule la part professionnelle de l'invalidité est prise en compte pour déterminer le degré d'invalidité de la Fondation. Le droit à la rente existe uniquement lorsque le degré d'invalidité est de 40% au moins.

Degré d'invalidité selon l'AI en %	Degré de prestation de la Fondation en % de la rente entière
0 % - 39 %	0 %
40 %	25 %
41 %	27,5 %
42 %	30 %
43 %	32,5 %
44 %	35 %
45 %	37,5 %
46 %	40 %
47 %	42,5 %
48 %	45 %
49 %	47,5 %
50 %	50 %
51 % - 69 %	Pour les degrés d'invalidité compris entre 51 % et 69 %, la rente est augmentée de 1.0 % pour chaque point de pourcentage du degré d'invalidité au-dessus de 50 %.
Dès 70 %	100 %

2. L'assuré au bénéfice d'une rente partielle d'invalidité de la Fondation est traité comme :
- un assuré invalide pour la part de son avoir de vieillesse correspondant au taux de la rente d'invalidité servie par l'AI ; et
 - un assuré actif pour la part de salaire assuré correspondant au salaire ultérieurement réalisé.
3. Si un assuré au bénéfice d'une rente partielle d'invalidité de la Fondation quitte le service de son employeur, les dispositions du présent règlement relatives à la prestation de libre passage sont applicables à la part de salaire assuré correspondant au salaire réalisé au jour de la fin des rapports de service.

Art. 38 – Modification de l'invalidité

1. Si la rente de l'assurance-invalidité versée à un assuré est réduite ou supprimée du fait de l'abaissement de son taux d'invalidité, le bénéficiaire reste assuré avec les mêmes droits durant trois ans auprès de l'institution de prévoyance tenue de lui verser des prestations d'invalidité, pour autant qu'il ait, avant la réduction ou la suppression de sa rente de l'assurance-invalidité, participé à des mesures de nouvelle réadaptation destinées aux bénéficiaires de rente au sens de l'article 8a LAI, ou que sa rente ait été réduite ou supprimée du fait de la reprise d'une activité lucrative ou d'une hausse du taux d'activité.
2. L'assurance et le droit aux prestations sont maintenus aussi longtemps que l'assuré perçoit une prestation transitoire fondée sur l'article 32 LAI.

3. Pendant la période de maintien de l'assurance et du droit aux prestations, l'institution de prévoyance peut réduire ses prestations d'invalidité jusqu'à concurrence du montant des prestations d'invalidité correspondant au taux d'invalidité réduit de l'assuré, pour autant que la réduction des prestations soit compensée par un revenu supplémentaire réalisé par l'assuré.
4. Dans les autres cas, la rente d'invalidité de la Fondation est modifiée proportionnellement à la modification de la rente AI.

Libération du paiement des cotisations

Art. 39 – Principe

1. En cas d'incapacité de travail par suite d'accident ou de maladie depuis 90 jours consécutifs, l'assuré et l'employeur sont, sur demande écrite de l'assuré ou de l'employeur, libérés du paiement des cotisations.
2. La libération du paiement des cotisations est accordée sur la base du salaire assuré et des taux de bonification de vieillesse en vigueur au moment de la survenance de l'incapacité de travail. La libération du paiement des cotisations est réévaluée régulièrement.
3. Tant que l'incapacité de travail ne donne pas droit à une rente d'invalidité, l'assuré doit fournir un certificat médical indiquant le degré d'incapacité. Dans ce cas, la libération du paiement des cotisations est accordée sur la base du degré d'incapacité de travail reconnu par la Fondation aussi longtemps que dure l'obligation pour l'employeur de verser le salaire au sens de l'article 324a CO.
4. Lorsque l'AI reconnaît une invalidité à l'assuré, la libération du paiement des cotisations est calculée conformément à la décision de l'AI, sur la base du taux de la rente d'invalidité, à partir de la date de cette décision. Les cotisations que l'assuré aurait dû verser à la Fondation s'il n'avait pas été atteint d'une incapacité de gain ou reconnu invalide par l'AI sont considérées comme cotisations de l'assuré dans le cadre de l'article 56.
5. Le droit à la libération du paiement des cotisations débute dès le 91^{ème} jour d'incapacité. Il prend fin lorsque l'invalidité prend fin, lorsque l'assuré ou l'invalide prend sa retraite, lorsqu'il atteint l'âge de référence de la retraite en vigueur au moment de la survenance de l'incapacité de travail, lorsqu'il décède ou lorsqu'il quitte la Fondation. Le droit à la libération du paiement des cotisations s'éteint aussi lorsque l'AI ne reconnaît aucune invalidité à l'assuré ou qu'elle rend une décision de non-entrée en matière sur la demande AI.
6. Si des cotisations ont été versées après l'ouverture du droit à la libération, elles sont restituées à l'assuré sans intérêt.

Rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant

Art. 40 – Droit à la rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant

1. Lorsqu'un assuré, homme ou femme, marié, actif, invalide ou retraité, décède, son conjoint a droit à une rente pour autant que, au moment du décès :
 - a) il ait un ou plusieurs enfants à charge ; ou
 - b) il soit âgée de 45 ans au moins et le mariage ait duré 5 ans au moins.
2. En cas de partenariat enregistré, le partenaire enregistré survivant a droit à une rente pour autant qu'au moment du décès, il soit âgé de 45 ans au moins et que le partenariat enregistré ait duré cinq ans au moins.
3. La rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant est due le premier jour du mois suivant le décès, mais au plus tôt dès que le droit au salaire du défunt prend fin et jusqu'à la fin du mois au cours duquel le conjoint survivant ou le partenaire enregistré survivant décède ou en cas de mariage ou conclusion de partenariat enregistré du survivant. L'article 42 alinéa 2 est réservé.

Art. 41 – Montant de la rente de conjoint survivant

Le montant annuel de la rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant est égal :

- 1) si le défunt était actif :

à 60 % de la rente annuelle d'invalidité à laquelle l'assuré aurait eu droit s'il avait été reconnu invalide au jour de son décès ;
- 2) si le défunt était invalide ou retraité :

à 60 % de la rente annuelle d'invalidité ou de retraite qui était assurée au défunt au jour de son décès.

Art. 42 – Allocation unique au conjoint survivant ou au partenaire enregistré survivant

1. Le conjoint survivant ou le partenaire enregistré survivant qui ne remplit pas les conditions d'obtention de la rente de conjoint/de partenaire enregistré survivant fixées à l'article 40 alinéas 1 et 2 a droit à une allocation unique. Cette dernière est égale à 3 rentes annuelles de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant, mais au moins à l'avoir de vieillesse constitué à la date du décès.
2. Si le conjoint survivant ou le partenaire enregistré survivant au bénéfice d'une rente se marie ou conclut un partenariat enregistré, il reçoit une allocation unique de trois rentes annuelles qui met fin à tous ses droits envers la Fondation.

Art. 43 – Décès du conjoint survivant ou du partenaire enregistré survivant

Si, à son décès, le conjoint survivant ou le partenaire enregistré survivant a touché sous forme de rentes un montant inférieur au capital-décès déterminé à la date du décès en application de l'article 50, la différence est versée aux ayants droit du défunt selon l'article 49 ci-après.

Rente d'enfant

Art. 44 – Bénéficiaires

1. Lorsqu'un assuré, homme ou femme, est mis au bénéfice de la rente d'invalidité ou de retraite de la Fondation, il a droit à une rente d'enfant pour chacun de ses enfants au sens de l'article 45.
2. Lorsqu'un assuré, homme ou femme, actif, invalide ou retraité, décède, chacun de ses enfants au sens de l'article 45 a droit à une rente d'enfant.

Art. 45 – Enfants

Sont considérés comme enfants d'un assuré :

- a) les enfants issus d'un mariage contracté par l'assuré ;
- b) les enfants dont la filiation à l'égard de l'assuré résulte de la naissance ou de l'adoption ou a été établie par mariage, reconnaissance ou jugement ;
- c) les enfants recueillis à l'entretien desquels l'assuré était tenu de pourvoir au jour de son décès ou est tenu de pourvoir au jour de la naissance de son droit à une rente d'invalidité ou de retraite ;
- d) selon décision du Conseil de fondation, les enfants à l'entretien desquels l'assuré contribue ou contribuait au jour de son décès, pour une part prépondérante, à savoir pour plus de 50 %.

Art. 46 – Droit à la rente

1. Le droit à la rente d'enfant prend naissance le jour où débute le service de la rente d'invalidité ou de retraite ou le premier jour du mois suivant le décès, mais au plus tôt dès que le droit au salaire prend fin. Il s'éteint à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 18 ans.
2. Pour les enfants qui font des études, sont en apprentissage ou invalides au sens de l'AI, le droit à la rente d'enfant s'éteint à la fin des études, de l'apprentissage ou de l'invalidité, mais au plus tard à la fin du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de 25 ans.
3. Lorsqu'un enfant bénéficiaire de rente décède, le droit à la rente d'enfant cesse à la fin du mois du décès.

Art. 47 – Montant de la rente

1. Le montant annuel de la rente d'enfant est égal :
 - a) si l'assuré est invalide ou retraité :
à 20 % de la rente annuelle d'invalidité ou de retraite assurée ;
 - b) si l'assuré défunt était actif :
à 20 % de la rente annuelle d'invalidité à laquelle l'assuré aurait eu droit s'il avait été reconnu invalide au jour de son décès ;
 - c) si l'assuré défunt était invalide ou retraité :
à 20 % de la rente annuelle d'invalidité ou de retraite qui était assurée au défunt au jour de son décès.

2. Le montant annuel de la rente d'enfant est doublé pour les enfants dont le père et la mère sont décédés.

Capital-décès

Art. 48 – Principe

1. Lorsqu'un assuré, homme ou femme, actif, invalide ou retraité, décède sans que la Fondation soit tenue au paiement d'une rente de conjoint survivant, d'une rente de partenaire enregistré survivant ou d'allocation unique selon l'article 42, la Fondation verse un capital-décès aux ayants droit du défunt selon l'article 49 ci-après.
2. Il en va de même dans les cas prévus à l'article 43.

Art. 49 – Ayants droit

1. Les ayants droit du défunt sont :
 - a) en premier lieu : les enfants du défunt, pour autant que l'un d'eux remplisse les conditions de l'article 45, les personnes à charge du défunt pour plus de 50 % ou la personne qui, sans avoir de lien de parenté au sens de l'article 95 du Code civil suisse (CC) et pour autant qu'elle ne soit pas mariée ou liée par un partenariat enregistré et ne bénéficie pas d'une rente de conjoint survivant ou de partenaire enregistré survivant, versée par la Fondation ou une autre institution de prévoyance suisse ou étrangère, a formé avec ce dernier une communauté de vie ininterrompue à la même adresse durant au moins cinq ans immédiatement avant le décès ou qui doit subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs ;
 - b) en deuxième lieu : à défaut des bénéficiaires prévus à la lettre a ; les enfants du défunt qui ne remplissent pas les conditions de l'article 45, à défaut, les parents et à défaut les frères et sœurs ;
 - c) en troisième lieu : à défaut des bénéficiaires prévus aux lettres a et b ; les autres héritiers légaux, à l'exclusion des collectivités publiques.
2. Les communautés de vie au sens de l'alinéa 1 let. a doivent avoir été annoncées par écrit à la Fondation au plus tard six mois avant le décès. A défaut, aucune prestation ne pourra être versée.
3. L'assuré peut, en respectant l'ordre d'énumération, désigner à la Fondation, par écrit au plus tard six mois avant le décès, plusieurs personnes en application de l'alinéa 1. Dans ce cas, il précise la part du capital-décès attribuée à chacune d'elles. A défaut, le capital sera réparti dans l'ordre d'énumération et à parts égales.
4. A défaut d'ayants droit selon l'alinéa 1, le capital-décès reste acquis à la Fondation.

Art. 50 - Montant

1. Lorsque les ayants droit au capital-décès sont ceux désignés à l'article 49 alinéa 1 lettres a) et b), le montant du capital-décès est égal à la totalité de l'avoir de vieillesse constitué à la date du décès. Dans les autres cas, le montant du capital-décès est égal à la somme des cotisations d'épargne de l'assuré, de la prestation d'entrée de l'assuré, des rachats et des intérêts.

2. Le montant du capital-décès est réduit en cas de transfert d'une prestation de divorce ou d'un versement anticipé. La totalité des prestations de retraite éventuellement déjà servies par la Caisse est déduite du montant du capital-décès.

Prestations liées à un divorce ou à la dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré

Art. 51 - Décès d'un assuré divorcé ou dont le partenariat enregistré a été dissout

1. Le conjoint divorcé/partenaire enregistré dont le partenariat a été dissout est assimilé au veuf ou à la veuve en cas de décès de son ancien conjoint/partenaire enregistré à la condition que :
 - a) le mariage/partenariat enregistré ait duré 10 ans au moins
 - b) qu'une rente lui ait été octroyée lors du divorce/de la dissolution judiciaire du partenariat enregistré en vertu de l'article 124e alinéa 1 LPP ou 126 alinéa 1 CC, respectivement de l'article 124e alinéa 1 LPP ou 34 alinéa 2 et 3 LPart pour le partenariat enregistré.
2. Si, lors du décès, le conjoint divorcé/partenaire enregistré dont le partenariat a été dissout n'est pas âgé de 45 ans au moins ou n'a pas d'enfant à charge, mais satisfait aux autres conditions fixées à l'alinéa 1 ci-dessus, il a alors droit à un capital égal à trois rentes annuelles selon l'alinéa 3.
3. Le montant annuel de la rente servie au conjoint divorcé/partenaire enregistré dont le partenariat a été dissout n'excédera pas le montant des prestations minimales prévues par la LPP. Elle est réduite dans la mesure où, ajoutée aux rentes de l'AVS, elle dépasse le montant des prétentions découlant du jugement de divorce/de la dissolution du partenariat enregistré ; la réduction est limitée au montant du dépassement. Les rentes de survivants de l'AVS interviennent dans le calcul uniquement si elles dépassent un droit propre à une rente d'invalidité de l'AI ou à une rente de vieillesse de l'AVS. Elle est maintenue aussi longtemps que la contribution d'entretien aurait dû être versée.
4. Le versement d'une rente au conjoint divorcé/partenaire enregistré dont le partenariat a été dissout ne modifie en rien les droits du veuf/de la veuve ou du partenaire enregistré de l'assuré défunt.
5. Le conjoint divorcé qui a bénéficié d'une rente ou d'une indemnité en capital en lieu et place d'une rente viagère avant le 1^{er} janvier 2017 et qui n'a pas demandé qu'une rente viagère au sens de l'article 124a CC lui soit attribuée en lieu et place, a droit aux prestations de conjoint survivant divorcé en vertu de l'ancien droit.
6. L'article 40 alinéa 3 est applicable par analogie à la rente due au conjoint divorcé ou à l'ex-partenaire enregistré.

Art. 52 - Partage en cas de divorce ou de dissolution judiciaire du partenariat enregistré

1. En cas de divorce ou de dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré, le partage de la prévoyance professionnelle acquise pendant la durée du mariage, à savoir entre la date du mariage et celle du jour de l'introduction de la procédure de divorce, se fait uniquement sur la base d'une décision définitive et exécutoire rendue par un tribunal suisse.

2. En cas de divorce ou de dissolution judiciaire du partenariat enregistré avant la survenance d'un cas de prévoyance, le versement anticipé est considéré comme une prestation de libre passage et il est partagé comme tel. Si un versement EPL a été effectué durant le mariage, la diminution de capital et la perte d'intérêts sont répartis proportionnellement entre l'avoir de prévoyance acquis avant le mariage et l'avoir constitué durant le mariage jusqu'au moment du versement.
3. On distingue les cas suivants :
 - a) *Assuré actif ou invalide (avant l'âge de référence de la retraite)*
 - 1) Lorsqu'un assuré actif ou un invalide n'ayant pas encore atteint l'âge de référence de la retraite doit transférer une part de son avoir de prévoyance, la prestation de sortie acquise, les avoirs de libre passage et les versements anticipés pour la propriété du logement, respectivement la prestation de sortie hypothétique (à savoir le montant auquel l'invalide aurait droit en cas de suppression de sa rente) est partagée. Les rachats financés par des « biens propres » sont déduits.
 - 2) Lorsqu'une part de la prestation de sortie, respectivement une part de la prestation de sortie hypothétique est transférée dans le cadre d'un divorce, l'épargne accumulée ainsi que les prestations futures qui en découlent sont réduites en conséquence. La rente d'invalidité en cours n'est pas réduite par la Fondation.
 - 3) Si un assuré actif ou invalide, débiteur dans le cadre du divorce atteint l'âge de référence de la retraite pendant la procédure de divorce, la part de l'avoir à transférer et la rente de vieillesse sont réduits conformément à l'article 19g OLP ; la réduction maximale admise est appliquée.
 - 4) Pour le surplus, les dispositions légales sont applicables.
 - b) *Retraité*
 - 1) Lorsque l'assuré tenu à partager son avoir de prévoyance est au bénéfice d'une rente de vieillesse, la rente en cours est partagée par le juge en tenant compte en particulier de la durée du mariage et des besoins de prévoyance de chacun des époux. La part de rente attribuée est déduite de la rente versée à l'assuré puis convertie en rente viagère en fonction de l'âge et du sexe du conjoint divorcé au moment de l'entrée en force du jugement de divorce. Cette rente est versée à l'ex-conjoint ou transférée dans sa prévoyance professionnelle.
 - 2) Lorsqu'une part de rente vieillesse doit être transférée par l'assuré dans le cadre du divorce, la rente en cours est réduite du montant arrêté par le Tribunal. Les éventuelles rentes futures liées à la rente de vieillesse sont calculées sur la base de la rente réduite.
 - 3) Si l'ex-conjoint bénéficiaire d'une part de rente y consent, la Fondation verse à son institution de prévoyance ou à une autre institution, en lieu et place de la rente viagère, un capital unique calculé selon les bases techniques de la Fondation au moment de l'entrée en force du jugement de divorce.
 - 4) Si l'ex-conjoint bénéficiaire d'une part de rente au sens de l'article 124a CC a droit à une rente entière d'invalidité de l'AI ou s'il a atteint l'âge minimal de retraite anticipée au sens de l'article 1i alinéa 1 OPP2, il indique à la Fondation s'il souhaite que les montants dus lui soient versés directement sur son compte ou auprès d'une autre institution de libre passage (ou institution supplétive LPP).

- 5) Si l'ex-conjoint bénéficiaire d'une part de rente au sens de l'article 124a CC a atteint l'âge de référence de la retraite, la rente viagère lui est versée directement.
4. Le montant transféré dans le cadre d'un divorce par un assuré actif ou invalide peut être racheté. Dans ce cas, les prestations assurées sont augmentées en conséquence. Il est possible d'effectuer un tel rachat jusqu'à la survenance d'un cas de prévoyance ou jusqu'au paiement en espèces de la prestation de libre passage. Pour les assurés déjà invalides au moment du divorce, les limites de rachat réglementaires ne sont pas applicables, jusqu'à concurrence du montant effectivement transféré dans le cadre du divorce.
5. Lorsqu'une partie de l'avoir de prévoyance doit être transférée au profit d'un assuré actif ou d'un invalide de la Fondation, le montant est crédité à l'épargne accumulée, respectivement à l'avoir de vieillesse hypothétique, de l'intéressé. Il est réparti proportionnellement entre l'avoir minimum LPP et l'avoir surobligatoire dans la même mesure que celle dans laquelle il a été prélevé auprès de l'institution de prévoyance de l'ex-conjoint. L'éventuelle rente d'invalidité en cours n'est pas augmentée du fait de cet apport.
6. Lorsqu'un assuré ayant atteint l'âge de référence de la retraite est mis au bénéfice d'une part de rente ou d'un montant en capital dans le cadre du divorce, le montant qui lui est accordé lui est versé directement ; il ne peut pas être versé à la Fondation, sauf pour l'assuré qui continue à travailler après l'âge de référence de la retraite, qui a encore des possibilités de rachat et qui en demande le transfert à la Fondation.
7. Les parts de rente au sens de l'art. 124a CC dues à un assuré ayant droit à une rente d'invalidité entière ou ayant atteint l'âge minimal de la retraite anticipée au sens de l'article 1i alinéa 1 OPP2 peuvent, si l'assuré n'a pas demandé à ce qu'elles lui soient payées directement, être versées à la Fondation jusqu'au jour où il prend effectivement sa retraite, mais au plus tard jusqu'à l'âge de référence de la retraite; les dispositions relatives au rachat de prestations sont applicables par analogie, notamment si le remboursement du montant transféré dans le cadre du divorce excède les prestations réglementaires potentielles.

6. Fin des rapports de service

Art. 53 - Fin des rapports de service avant le 1^{er} janvier suivant le 24^{ème} anniversaire

1. L'assuré dont les rapports de service prennent fin avant le 1^{er} janvier suivant son 24^{ème} anniversaire n'a aucun droit à l'égard de la Fondation.
2. Les cotisations qu'il a personnellement versées sont considérées dans leur totalité comme ayant été utilisées pour la couverture des risques d'invalidité et de décès.
3. Un éventuel versement d'une prestation de libre passage lors d'une entrée en service avant le 1^{er} janvier suivant le 24^{ème} anniversaire de l'assuré demeure réservé.

Art. 54 - Fin des rapports de service après le 1^{er} janvier suivant le 24^{ème} anniversaire

1. L'assuré dont les rapports de service prennent fin après le 1^{er} janvier suivant son 24^{ème} anniversaire, mais avant l'ouverture du droit à la rente de retraite anticipée, et pour un motif autre que l'invalidité ou le décès, acquiert une prestation de libre passage dont le montant est défini aux articles 55 et 56 ci-après.
2. Il en va de même si les rapports de service prennent fin après l'ouverture du droit à la rente de retraite anticipée et si la prestation de libre passage est transférée à l'institution de prévoyance d'un nouvel employeur ou si l'assuré s'inscrit au chômage.
3. Les dispositions de l'article 8a sont réservées.
4. La prestation de libre passage est exigible lorsque cessent les rapports de service ; elle est affectée d'intérêts moratoires dès cette date.

Art. 55 - Montant de la prestation de libre passage

1. Le montant de la prestation de libre passage est égal au montant de l'avoir de vieillesse de l'assuré constitué au jour de la fin des rapports de service, les articles 52 et 66 ayant été préalablement pris en compte.
2. Si, lors de son affiliation à la Fondation ou ensuite de son divorce, l'assuré avait décidé d'acheter des prestations en les finançant par acomptes en application de l'article 16 alinéa 4, toutes les prestations dont l'achat avait été convenu sont considérées comme ayant été financées.
3. Si, au jour de la fin des rapports de service, l'assuré n'a pas intégralement financé l'achat de prestations au sens de l'alinéa 2, le montant unique qu'il devrait payer à cette date pour s'acquitter du solde de sa dette est déduit du montant découlant de l'application de l'alinéa 1.

Art. 56 - Montant minimum de la prestation de libre passage

1. En dérogation éventuelle à l'article 55 le montant de la prestation de libre passage est dans tous les cas au moins égal aux versements que l'assuré a déjà effectués et/ou s'est engagé à effectuer pour financer un achat de prestations en application de l'article 16 avec intérêts au taux fixé par la LPP ; à ceux-ci s'ajoutent les cotisations d'épargne personnellement versées à la Fondation par l'assuré depuis le 1^{er} janvier suivant son 24^{ème} anniversaire, avec

intérêts, majorées de 4 % par année d'âge suivant la 20^{ème} année, mais de 100 % au plus, les articles 52 et 66 ayant été préalablement pris en compte. Les dispositions de l'article 8a, alinéa 11, restent réservées.

2. Si, au jour de la fin des rapports de service, l'assuré n'a pas intégralement financé le montant qu'il s'était engagé à payer, le montant unique qu'il devrait payer à cette date pour s'acquitter du solde de sa dette est déduit du montant découlant de l'application de l'alinéa 1.

Art. 57 - Affectation de la prestation de libre passage

1. Lorsque les rapports de service sont résiliés, l'employeur doit en informer sans retard la Fondation et lui faire savoir si la résiliation est de son fait et si elle est due à des motifs de santé. Il lui communiquera également l'adresse de l'assuré, à défaut le numéro de son certificat AVS.
2. La Fondation invite l'assuré à lui fournir, dans les trente jours, les renseignements nécessaires quant à l'affectation de sa prestation de libre passage selon les alinéas 3 et 4 ci-après.
3. Si l'assuré entre au service d'un nouvel employeur la prestation de libre passage est transférée à l'institution de prévoyance de ce dernier, selon les indications fournies à la Fondation par l'assuré. Les dispositions de l'article 8a sont réservées.
4. Si l'assuré n'entre pas au service d'un nouvel employeur, il peut choisir entre :
 - a) la conclusion d'une police de libre passage auprès d'une institution d'assurance soumise à la surveillance ordinaire des assurances, auprès d'un groupe réunissant de telles institutions d'assurance ou auprès d'une institution d'assurance de droit public au sens de l'article 67 alinéa 1 LPP ;
 - b) l'ouverture d'un compte de libre passage auprès d'une fondation dont les fonds sont placés auprès ou par l'intermédiaire d'une banque soumise à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).
5. Si l'assuré ne fournit pas les indications nécessaires dans le délai qui lui est imparti, la Fondation verse le montant de la prestation de libre passage, y compris les intérêts dus, à l'institution supplétive au plus tôt six mois mais au plus tard deux ans après la fin des rapports de service.
6. L'article 58 est réservé.

Art. 58 - Paiement en espèces

1. L'assuré peut exiger le paiement en espèces de sa prestation de libre passage :
 - a) lorsqu'il quitte définitivement la Suisse, sous réserve des accords de libre circulation avec l'Union Européenne, l'Association Européenne de Libre Echange et le Liechtenstein ;
 - b) lorsqu'il s'établit à son propre compte et cesse d'être soumis à la LPP obligatoire ;
 - c) lorsque le montant de la prestation de libre passage est inférieur à celui de la cotisation annuelle de l'assuré en vigueur au jour de la fin des rapports de service.

2. Lorsque l'assuré est marié ou lié par un partenariat enregistré, le paiement en espèces ne peut intervenir qu'avec le consentement écrit du conjoint ou du partenaire enregistré. S'il n'est pas possible d'obtenir ce consentement ou s'il est refusé, l'assuré peut en appeler au tribunal.
3. Le Conseil de fondation est habilité à exiger toutes preuves qu'il juge utiles et à différer le paiement jusqu'à leur présentation.

Art. 59 - Fin de l'assurance auprès de la Fondation

1. L'assurance auprès de la Fondation cesse le jour où prennent fin les rapports de service. Les dispositions de l'article 8a sont réservées.
2. Si, durant le mois suivant la fin des rapports de service, l'assuré n'est pas lié à un nouvel employeur par un contrat de travail et s'il décède ou est atteint par une incapacité de gain qui provoque ultérieurement son décès ou la reconnaissance de son invalidité par l'assurance invalidité fédérale, les prestations servies par la Fondation sont celles qui étaient assurées le jour où les rapports de service ont pris fin.
3. Si la Fondation est appelée à intervenir en application de l'alinéa 2 et si la prestation de libre passage a déjà été transférée, la Fondation exigera sa restitution ; à défaut de restitution, la Fondation agira par compensation, en différant la date d'ouverture du droit aux prestations ou en réduisant à due concurrence le montant des prestations.

7. Encouragement à la propriété du logement

Art. 60 - Généralités

1. Tout assuré actif affilié à la Fondation peut utiliser, aux conditions de la loi (LPP et OEPL) et sous réserve des dispositions de l'article 8a alinéa 6, tout ou partie de sa prévoyance acquise pour :
 - acquérir, construire ou transformer un logement en propriété ;
 - acquérir des participations à la propriété du logement ;
 - rembourser des prêts hypothécaires.
2. L'assuré ne peut utiliser tout ou partie de sa prévoyance acquise que pour un seul objet à la fois.
3. La propriété peut porter sur :
 - a) un appartement ;
 - b) une maison familiale.
4. Par "propriété du logement" on entend :
 - a) la propriété ;
 - b) la copropriété, notamment la propriété par étage ;
 - c) la propriété commune de l'assuré et de son conjoint ;
 - d) le droit de superficie distinct et permanent.
5. Par "participation à la propriété du logement" on entend :
 - a) l'acquisition de parts sociales d'une coopérative de construction et d'habitation ;
 - b) l'acquisition d'actions d'une société anonyme de locataires ;
 - c) l'octroi d'un prêt partiaire à un organisme de construction d'utilité publique,

à condition que le règlement de la coopérative de construction et d'habitation ou de l'autre forme de participation choisie par l'assuré prévoie que si celui-ci quitte la coopérative, la société anonyme de locataires ou l'organisme de construction d'utilité publique, les montants qu'il avait affectés à l'acquisition de parts sociales ou de certificats de participation similaires ne peuvent être transférés qu'à une autre institution analogue dans le cadre de laquelle l'assuré utilise personnellement un logement ou à une institution de prévoyance professionnelle.

Les parts sociales ou certificats de participation similaires doivent être déposés auprès de la Fondation.

Art. 61 - Notion de logement servant aux propres besoins de l'assuré

1. Les dispositions ci-après concernent l'acquisition d'un logement "servant aux propres besoins de l'assuré". Par "logement servant aux propres besoins de l'assuré", il faut entendre un logement que l'assuré utilise à son lieu de domicile.
2. Si l'assuré est domicilié à l'étranger il doit fournir la preuve, avant le versement anticipé ou la mise en gage, qu'il utilise le montant en cause pour la propriété de son logement.

Art. 62 - Formes d'encouragement

1. L'encouragement à la propriété au sens des présentes dispositions peut revêtir deux formes distinctes :
 - a) le versement anticipé de tout ou partie de la prestation de libre passage, dans les limites, selon les modalités et avec les effets décrits aux articles 64 à 68 ci-après ;
 - b) la mise en gage de la prestation de libre passage et/ou de l'ensemble du droit à des prestations futures, dans les limites, selon les modalités et avec les effets décrits aux articles 70 à 72.
2. Les deux formes d'encouragement peuvent être combinées.

Art. 63 - Preuves

L'assuré qui fait valoir son droit à l'une ou l'autre des deux formes d'encouragement à la propriété doit fournir la preuve que les conditions de leur réalisation sont remplies, en remettant à la Fondation les documents exigés par celle-ci.

Versement anticipé**Art. 64 - Droit**

1. Tout assuré peut faire valoir, auprès de la Fondation, son droit à un versement anticipé au plus tard trois ans avant l'âge de référence de la retraite.
2. L'assuré peut également faire valoir son droit jusqu'à la date fixée à l'alinéa 1 et n'en demander l'exécution qu'après cette date, au plus tard toutefois le jour où il est mis au bénéfice de la rente de retraite par la Fondation. Les délais fixés à l'article 67 sont en outre réservés.
3. Lorsque l'assuré est marié ou lié par un partenariat enregistré, le versement anticipé est subordonné à la condition que le conjoint ou le partenaire enregistré donne son consentement écrit. S'il ne peut être obtenu ou s'il est refusé, l'assuré peut en appeler au tribunal.
4. Un versement anticipé ne peut être exigé qu'une fois tous les 5 ans.

Art. 65 - Montant

1. Le montant du versement anticipé ne peut être ni inférieur à CHF 20'000.-, sous réserve de l'alinéa 2, ni supérieur :
 - a) s'il est exigé jusqu'au 31 décembre suivant le 50^{ème} anniversaire de l'assuré ou coïncidant avec lui :
à la prestation de libre passage déterminée au jour du versement anticipé en application des articles 55 et 56 du présent règlement ;
 - b) s'il est exigé après le 31 décembre suivant le 50^{ème} anniversaire de l'assuré ou coïncidant avec lui :
au plus élevé des deux montants ci-après :

- la prestation de libre passage qui aurait été attribuée à l'assuré en application du règlement régissant l'institution de prévoyance à laquelle il était affilié le 31 décembre suivant son 50^{ème} anniversaire ou coïncidant avec lui s'il avait quitté le service de son employeur à cette date, augmentée des éventuels remboursements de versements anticipés antérieurs effectués après cette date et diminuée des éventuels versements anticipés reçus ou du produit des gages réalisés après cette date ;
 - 50% de la différence entre la prestation de libre passage déterminée au jour du versement anticipé en application des articles 55 et 56 du présent règlement et la prestation de libre passage déjà utilisée à cette date pour la propriété du logement.
2. La limite de CHF 20'000.- ne s'applique pas à l'acquisition de parts sociales d'une coopérative de construction et d'habitation et de formes similaires de participation.
 3. La Fondation se réserve le droit d'exiger une participation aux frais que lui occasionne la demande de versement anticipé. Le montant de ces frais est fixé par le Conseil de Fondation, mais est au minimum de CHF 500.-.

Art. 66 - Effets

1. Le versement anticipé a pour conséquence la diminution du montant des prestations assurées par la Fondation, suite à la réduction de l'avoir de vieillesse.
2. Si le versement anticipé est égal à la prestation de libre passage déterminée au jour du versement, l'avoir de vieillesse de l'assuré est annulé et reconstitué depuis cette date. Il en va de même de la somme des versements personnels de l'assuré (cotisations d'épargne personnelles avec intérêts d'une part, montants préalablement affectés à l'achat de prestations avec intérêts d'autre part) jusqu'au jour du versement anticipé.
3. Si le versement anticipé est inférieur à la prestation de libre passage déterminée au jour du versement, l'avoir de vieillesse de l'assuré est réduit du montant versé à celui-ci. L'avoir de vieillesse selon la LPP et la somme des versements personnels de l'assuré (cotisations d'épargne personnelles avec intérêts d'une part, montants préalablement affectés à l'achat de prestations avec intérêts d'autre part) jusqu'au jour du versement anticipé est quant à eux réduits dans la même proportion que l'avoir de vieillesse.
4. Si le versement anticipé est ultérieurement remboursé, en tout ou partie, en application de l'article 68 le montant remboursé est affecté à l'achat de prestations, aux conditions fixées à l'article 16 alinéa 6, un remboursement par acomptes étant exclu.
5. Pour pallier les effets de la réduction de l'avoir de vieillesse sur le montant des prestations invalidité et décès assurées par la Fondation, celle-ci fait office d'intermédiaire pour la conclusion d'une police d'assurance couvrant tout ou partie de la réduction du montant des prestations invalidité et décès assurées par la Fondation. Le coût d'une telle assurance est totalement à la charge de l'assuré.

Art. 67 - Exécution

1. La Fondation effectue le versement anticipé au plus tard 6 mois après que l'assuré a fait valoir son droit.

2. La Fondation transfère directement le montant convenu au créancier (vendeur, prêteur) ou à l'ayant droit selon l'article 60 alinéas 4 et 5 après production des justificatifs exigés par la Fondation et avec l'accord de l'assuré, sur la base du document que ce dernier lui a remis.
3. Lorsque la Fondation peut justifier de problèmes de liquidités, le Conseil de fondation établit un ordre de priorités et le porte à la connaissance de l'autorité de surveillance ; la Fondation satisfait à ses obligations en fonction de ses liquidités et dudit ordre de priorités.

Art. 68 - Remboursement

1. L'assuré peut rembourser à la Fondation le versement anticipé au plus tard :
 - a) jusqu'à l'âge de référence de la retraite ;
 - b) jusqu'à la survenance d'un cas de prévoyance ;
 - c) jusqu'au paiement en espèces de sa prestation de libre passage ;
2. Le montant remboursé ne peut être inférieur à CHF 10'000 ; si le montant encore dû est inférieur à CHF 10'000, le remboursement ne peut faire l'objet que d'un seul versement.
3. La Fondation atteste le montant remboursé sur un document officiel édité par l'administration fédérale des contributions.
4. Aussi longtemps que n'est pas réalisée une des conditions prévues à l'alinéa 1, l'assuré doit rembourser à la Fondation le versement anticipé si :
 - le logement en propriété est vendu ;
 - des droits équivalant économiquement à une aliénation sont concédés sur le logement en propriété.
5. Si l'assuré décède et si aucune prestation n'est exigible de la Fondation ensuite de ce décès, les héritiers du défunt sont tenus au remboursement du versement anticipé non encore remboursé jusqu'au jour du décès, l'article 69 alinéa 1 étant réservé. Le remboursement est acquis à la Fondation.
6. Le montant remboursé en application des alinéas 1 et 4 est affecté à l'achat de prestations selon les modalités de l'article 16 alinéa 6. L'article 69 alinéa 2 est réservé.

Art. 69 - Vente du logement

1. En cas de vente du logement, l'obligation de rembourser se limite aux versements anticipés obtenus des institutions de prévoyance auxquelles l'assuré a été affilié et non encore remboursés, mais au maximum au produit réalisé, à savoir au prix de vente sous déduction des dettes hypothécaires et des charges légales supportées par le vendeur. Les obligations découlant de prêts contractés dans les 2 ans qui précèdent la vente du logement ne sont pas prises en considération pour calculer le produit de la vente, à moins que l'assuré prouve que ces prêts ont servi à financer son logement en propriété.
2. Si, dans les deux ans qui suivent la vente du logement, l'assuré entend investir dans la propriété d'un nouveau logement le produit de la vente équivalant au versement anticipé, il peut le transférer à une institution de libre passage.
3. La cession de droits qui équivalent économiquement à une aliénation est aussi considérée comme une vente. Le transfert de la propriété du logement à un bénéficiaire au sens du

droit de la prévoyance n'est en revanche pas assimilé à une vente, le bénéficiaire du transfert étant toutefois soumis aux mêmes restrictions du droit d'aliéner que l'assuré.

4. La restriction du droit d'aliéner est mentionnée au Registre foncier. La Fondation est tenue de requérir cette mention lors du versement anticipé ; elle fait procéder à sa radiation lorsqu'elle devient sans effet.

Mise en gage

Art. 70 - Principe

1. Tout assuré peut faire valoir auprès de la Fondation son droit à une mise en gage au plus tard dans les trois ans précédant le jour de la retraite anticipée.
2. L'assuré peut mettre en gage :
 - a) jusqu'au 31 décembre suivant son 50^{ème} anniversaire ou coïncidant avec lui :
au maximum la prestation de libre passage à laquelle il aurait droit au moment de la réalisation du gage ;
 - b) après le 31 décembre suivant son 50^{ème} anniversaire ou coïncidant avec lui :
au maximum le plus élevé des deux montants définis à l'article 65 alinéa 1 lit. b ;
 - c) quel que soit son âge :
son droit à des prestations futures, jusqu'à concurrence du montant maximal selon les lettres a ou b ci-dessus, compte tenu de son âge.
3. L'article 64 ci-devant relatif au droit à un versement anticipé est applicable par analogie à la mise en gage.
4. En dérogation à l'article 64 alinéa 4 le montant mis en gage peut être adapté aussi souvent que le droit maximal selon l'alinéa 1 n'est pas atteint.
5. La mise en gage n'est valable que si la Fondation en a été informée par écrit.

Art. 71 - Effets de la réalisation du gage

1. La Fondation doit informer l'assuré des conséquences qu'aurait pour lui la réalisation du gage.
2. Si le gage doit être réalisé, en tout ou partie, l'article 66 est applicable par analogie.

Art. 72 - Accord du créancier gagiste

1. L'accord écrit du créancier gagiste doit être requis :
 - a) en cas de paiement en espèces d'une prestation de libre passage ;
 - b) si des prestations sont dues par la Fondation ;
 - c) en cas de transfert d'une partie de la prestation de libre passage au conjoint de l'assuré, en cas de divorce de ce dernier.
2. Si le créancier gagiste refuse de donner son consentement, la Fondation met le montant en sûreté.

3. Si l'assuré change d'employeur et est affilié à une nouvelle institution de prévoyance, la Fondation doit en informer le créancier gagiste. Cette information portera notamment sur la désignation de l'institution de prévoyance à laquelle est transférée la prestation de libre passage et sur le montant de celle-ci.

Art. 73 - Traitement fiscal de l'encouragement à la propriété du logement

1. Le versement anticipé et le produit obtenu lors de la réalisation du gage grevant l'avoir de vieillesse sont assujettis à l'impôt en tant que prestation en capital provenant de la prévoyance.
2. En cas de remboursement du versement anticipé ou du produit obtenu lors de la réalisation du gage, le contribuable peut exiger que, pour le montant correspondant, les impôts payés lors du versement anticipé ou lors de la réalisation du gage lui soient remboursés. De tels remboursements ne sont pas déductibles fiscalement.
3. Pour obtenir le remboursement du montant des impôts payés, l'assuré doit adresser une demande écrite à l'autorité qui les a prélevés, accompagnée d'une attestation concernant :
 - le remboursement ;
 - le capital de prévoyance investi dans la propriété du logement ;
 - le montant des impôts payés à la Confédération, au canton et à la commune en raison du versement anticipé ou de la réalisation du gage.
4. Le droit au remboursement des impôts payés s'éteint dans les trois ans à partir du remboursement à une institution de prévoyance du versement anticipé ou du produit obtenu lors de la réalisation du gage.
5. La Fondation annonce à l'administration fédérale des contributions, dans les trente jours, tout versement anticipé, toute réalisation de gage, ainsi que tout remboursement au sens des dispositions ci-devant.
6. Les dispositions du présent article s'appliquent aux impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes.

8. Administration de la Fondation

Art. 74 - Conseil de fondation

1. Le Conseil de fondation (ci-après : "le Conseil"), institué conformément à l'article 7 des statuts de la Fondation, est l'organe suprême de cette dernière.
2. Il se compose de 6 membres, dont 3 sont désignés par la Fondatrice et 3 sont élus par les assurés en activité et choisis parmi ces derniers, selon la procédure fixée à l'article 77.
3. Le Conseil se constitue lui-même en désignant en particulier un président choisi parmi ses membres.

Art. 75 - Attributions, compétences, convocations, décisions

Les attributions du Conseil, ses compétences, le mode de convocation de ce dernier, ainsi que la manière dont il prend ses décisions, sont fixés par les statuts de la Fondation.

Art. 76 - Administration de la Fondation

1. L'administration de la Fondation est confiée à la Caisse de compensation AVS de la Société suisse des entrepreneurs, agence de Genève AVS 66.2 (ci-après : « la Caisse de compensation »).
2. Pour des raisons de simplifications administratives, les cotisations sont versées à la Caisse de compensation qui est également chargée de leur recouvrement. Elles doivent être versées selon le délai de paiement figurant sur les décomptes de cotisations établis par cette dernière.
3. Les dispositions de la loi et du règlement sur l'assurance-vieillesse et survivants ainsi que les directives du Conseil de direction de la Caisse de compensation sont notamment applicables pour le paiement des cotisations dues par les entreprises, la procédure de rappels et poursuites et les délais de prescription.

Art. 77 - Procédure d'élection par les assurés

1. Le Conseil sortant de charge est responsable de l'organisation des élections et en fixe en particulier la date, qu'il communique aux assurés 30 jours à l'avance au moins.
2. Tous les assurés sont électeurs ; ils ne sont en revanche éligibles que :
 - s'ils sont âgés de 25 ans au moins ;
 - s'ils comptent 3 ans d'affiliation à la Fondation au moins ;
 - s'ils sont occupés auprès de leur employeur à raison de 50% au moins ;
 - s'ils ne sont pas indépendants au sens de l'AVS ou ne détiennent pas une part déterminante du capital de l'entreprise.
3. Les candidatures doivent être communiquées au Conseil sortant de charge au plus tard 21 jours avant la date de l'élection.

4. Chaque assuré qui satisfait aux exigences prévues à l'alinéa 2 peut se porter personnellement candidat ou être proposé, avec son assentiment, par un groupe d'assurés.
5. La liste des candidats est communiquée aux assurés par le biais de l'entreprise, 7 jours au moins avant la date de l'élection.
6. L'élection intervient au bulletin secret, selon les modalités fixées par le Conseil sortant de charge.
7. Les 3 candidats qui obtiennent le nombre le plus élevé de voix sont élus sous réserve de l'alinéa 8 ; les viennent-ensuite sont des suppléants qui, selon l'ordre découlant du nombre de voix obtenues, remplacent les titulaires dont le mandat prend fin au cours d'une période triennale. En cas d'égalité des voix, le sort départage.
8. Dans la mesure du possible, une entreprise ne peut avoir qu'un membre au Conseil.

Art. 78 - Organe de révision

L'organe de révision désigné par le Conseil doit être une personne physique ou une entreprise de révision agréée par les autorités fédérales de surveillance de la révision en tant qu'experts-réviseurs au sens de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision.

Art. 79 - Expert agréé

1. L'expert agréé en matière de prévoyance professionnelle désigné par le Conseil détermine périodiquement :
 - a) si la Fondation offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements ;
 - b) si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux prescriptions légales.

Il soumet des recommandations au Conseil concernant notamment le taux d'intérêt technique et les autres bases techniques ainsi que les mesures à prendre en cas de découvert.

2. Si l'organe suprême ne suit pas les recommandations de l'expert agréé en matière de prévoyance professionnelle et qu'il s'avère que la sécurité de l'institution de prévoyance est compromise, l'expert en informe l'autorité de surveillance.

Art. 80 - Responsabilité, discrétion

1. Les personnes chargées de l'administration, de la gestion et du contrôle de la Fondation répondent du dommage qu'elles lui causent intentionnellement ou par négligence.
2. Les personnes visées à l'alinéa 1 sont tenues d'observer le secret sur tous les faits et informations de caractère confidentiel dont elles ont connaissance dans l'exercice de leur fonction et qui touchent soit la Fondation, soit l'employeur, soit des assurés. Elles restent soumises à cette obligation même après la cessation de leur fonction.
3. Chaque employeur est responsable des dommages qui pourraient être causés à la Fondation en raison de la non-communication des renseignements nécessaires à cette dernière (en particulier : affiliation de nouveaux salariés, modifications de salaire, départs, etc.).

Art. 81 - Intégrité et loyauté

1. Toutes les personnes chargées de gérer ou d'administrer la Fondation ou sa fortune doivent jouir d'une bonne réputation et offrir toutes les garanties d'une activité irréprochable.
2. Elles sont tenues, dans l'accomplissement de leurs tâches, de respecter le devoir de diligence fiduciaire et de servir les intérêts des assurés de la Fondation. A cette fin, elles veillent à ce que leur situation personnelle et professionnelle n'entraîne aucun conflit d'intérêt.
3. Elles doivent attester qu'elles ont des connaissances théoriques et pratiques approfondies dans le domaine de la prévoyance professionnelle.
4. Les personnes et institutions chargées de la gestion de la fortune doivent être qualifiées pour accomplir ces tâches et garantir en particulier qu'elles remplissent les conditions fixées dans les dispositions légales, en particulier les articles 48g à 48l OPP2 et le présent règlement.

Art. 82 - Mesures d'assainissement – découvert limité dans le temps

1. Un découvert limité dans le temps et, partant, une dérogation temporaire au principe de garantie prévu à l'article 65 alinéa 1 LPP, est autorisé aux conditions suivantes :
 - il est garanti que les prestations prévues par la LPP peuvent être fournies dès qu'elles sont exigibles (article 65 alinéa 2 LPP) ;
 - la Fondation prend des mesures pour résorber le découvert dans un délai approprié.
2. En cas de découvert, la Fondation doit informer l'autorité de surveillance, l'employeur, les assurés et les bénéficiaires de rentes du degré et des causes du découvert, ainsi que des mesures prises.

Art. 83 - Mesures d'assainissement – mesures en cas de découvert

1. La Fondation doit résorber elle-même le découvert. Le Fonds de garantie n'intervient que lorsqu'elle est insolvable.
2. La Fondation fait usage de toutes les mesures susceptibles de résorber le découvert en tenant compte de sa situation particulière, notamment des structures de sa fortune et de ses engagements, tels que plan de prévoyance, structure et évolution probable de ses destinataires de prestations (assurés et bénéficiaires de rentes). Ces mesures doivent être proportionnelles et adaptées au degré du découvert et s'inscrire dans un concept global équilibré. Elles doivent en outre être de nature à résorber le découvert dans un délai approprié.
3. Si ces mesures ne permettent pas d'atteindre cet objectif, la Fondation peut décider d'appliquer, tant que dure le découvert :
 - le prélèvement auprès des employeurs et des employés de cotisations destinées à résorber le découvert. Ces cotisations sont à la charge de l'employé et de l'employeur dans les mêmes proportions que les cotisations ordinaires. Les dispositions de l'article 8a alinéa 10 sont réservées ;

- le prélèvement auprès des bénéficiaires de rentes d'une contribution sur les prestations supérieures à la LPP destinée à résorber le découvert ; cette contribution est déduite des rentes en cours ; elle ne peut être prélevée que sur la partie de la rente en cours qui, durant les dix années précédant l'introduction de cette mesure, a résulté d'augmentations qui n'étaient pas prescrites par des dispositions légales ou réglementaires ; elle ne peut pas être prélevée sur les prestations d'assurance en cas de vieillesse, de décès et d'invalidité de la prévoyance obligatoire ; le montant des rentes établi lors de la naissance du droit à la rente est toujours garanti.
4. Si les mesures prévues à l'alinéa 3 se révèlent insuffisantes, la Fondation peut décider d'appliquer tant que dure le découvert mais au plus tard durant cinq ans, une rémunération inférieure au taux minimal légal, celui-ci pouvant être réduit de 0,5 % au plus.

Art. 84 - Liquidation partielle

La liquidation partielle selon les articles 53*b* et *d* LPP fait l'objet d'un règlement séparé.

Art. 85 - Information

1. Le compte d'exploitation, le bilan de la Fondation et ses annexes, ainsi qu'un rapport sur l'activité de cette dernière et le rapport de l'organe de révision, sont à disposition des assurés auprès de l'administration de la Fondation ou sur le site internet www.pact-ge.ch.
2. Le Conseil est également compétent pour convoquer des assemblées des assurés, soit de sa propre initiative, soit à la demande du tiers au moins des assurés. Ces assemblées pourront donner des préavis sur des objets soumis par le Conseil et émettre des vœux dans tous les domaines intéressant la Fondation ; elles ne seront en revanche pas habilitées à prendre des décisions.

Art. 85a - Obligation d'informer des assurés

Tout fait ayant une incidence sur l'assurance doit être immédiatement porté à la connaissance de la Fondation par l'assuré ou les ayants droit de prestations, notamment :

- a) les cas d'invalidité et les modifications du degré d'invalidité ;
- b) le décès d'un assuré ou d'un bénéficiaire de rente ;
- c) en cas de droit au versement de pensions d'enfant, la naissance, la reconnaissance, l'adoption ou le décès d'enfants, ainsi que la poursuite ou la fin de la formation professionnelle de chaque enfant âgé de 18 ans à 25 ans ;
- d) le changement d'état civil (mariage ou remariage, divorce, décès du conjoint) ;
- e) les montants et les modifications des prestations de tiers nécessaires au calcul des avantages injustifiés et des prestations subsidiaires de la Fondation ;
- f) une incapacité de travail en cas de rachat volontaire, y compris par remboursement, entraînant une augmentation des prestations.

Art. 85b - Obligation d'informer des employeurs

1. Les employeurs informent immédiatement la Fondation de tout fait susceptible de faire naître, modifier ou éteindre le droit aux prestations, notamment le début et la fin des rapports de service.

2. Les employeurs sont en particulier tenus de fournir des données fiables relatives aux salaires assurés et aux traitements versés sous une forme adéquate et dans les délais nécessaires.
3. L'employeur qui omet de transmettre une information ou qui transmet une information erronée doit, le cas échéant, réparer le dommage causé à la Fondation.

Art. 85c - Protection et sécurité des données

La Fondation traite les données personnelles des assurés et ayants droit conformément aux dispositions légales, en particulier celles des articles 85a à 86a et 87 LPP et de la Loi fédérale sur la protection des données (LPD).

9. Dispositions finales

Art. 86 - Taux d'intérêt

1. Le taux d'intérêt de l'avoir de vieillesse est fixé chaque année par le Conseil de fondation.
2. Le taux d'intérêt moratoire applicable aux prestations de libre passage est égal au taux fixé à cet effet par le Conseil fédéral. Ce même taux d'intérêt moratoire est applicable pour les prestations dues suite à la survenance d'un cas de prévoyance ; ce taux commence à courir dès que la prestation due est échue, mais au plus tôt 30 jours après que la Fondation a reçu toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de son obligation.
3. Le taux d'intérêt applicable pour l'achat de prestations par acomptes est fixé par convention.
4. En cas de retard dans le paiement de prestations dues par la Fondation non imputable à l'ayant droit, l'intérêt moratoire correspond au taux minimum LPP. Aucun intérêt de retard n'est dû pour les prestations dont le paiement a été différé par la faute des ayants droit.

Art. 87 - Informations aux assurés

1. La Fondation remet à chaque assuré, lors de son affiliation, puis chaque année un certificat d'assurance comprenant :
 - l'état de son avoir de vieillesse au 1^{er} janvier, avec les mouvements de l'année précédente ;
 - les prestations d'invalidité et de décès valables pour l'année en cours ;
 - les cotisations de l'assuré, calculées comme prévu par le présent règlement.

Au verso de ce certificat d'assurance figurent les explications sur le financement.

2. S'il y a divergence entre le certificat d'assurance et le règlement, ce dernier fait foi.
3. La liste des membres du Conseil de Fondation figure sur le site internet www.pact-ge.ch ou peut être demandée à l'administration de la Fondation.
4. Les assurés sont informés conformément à l'article 86b LPP.

Art. 88 - Modification du règlement

1. Le Conseil peut en tout temps procéder à la modification du présent règlement, dans la mesure toutefois où les droits acquis des assurés calculés au jour de la modification ne sont pas réduits. L'article 83 relatifs aux mesures à prendre en cas de découvert est toutefois réservé.
2. Toute modification apportée au présent règlement doit être soumise à l'autorité de surveillance pour approbation.

Art. 88a - Dispositions transitoires

1. Les dispositions transitoires prévues par la réforme « Développement continu de l'AI » entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022 s'appliquent aux prestations d'invalidité réglementaires ayant pris naissance avant le 1^{er} janvier 2022.

2. Selon les dispositions transitoires prévues par la réforme « AVS 21 » qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2024, l'âge de référence de la retraite est :
 - de 64 ans pour les femmes nées en 1960,
 - de 64 ans et 3 mois pour les femmes nées en 1961,
 - de 64 ans et 6 mois pour les femmes nées en 1962,
 - de 64 ans et 9 mois pour les femmes nées en 1963.Pour les femmes nées dès 1964, l'âge de référence de la retraite est fixé à 65 ans.
3. Pour l'assurée au bénéfice d'une rente d'invalidité temporaire dont le droit est né avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, le versement de la rente d'invalidité et la libération de cotisations cessent à l'âge de 64 ans. Dès cette date, l'assurée est mise au bénéfice d'une rente de retraite aux conditions de l'article 32.
4. Jusqu'au 31 décembre 2028, le taux de conversion reste fixé à 6.8 % à l'âge de 64 ans pour les femmes. En cas de retraite anticipée avant l'âge de 64 ans, le taux de conversion est réduit de 0.2 point par année d'anticipation. En cas de retraite ajournée après l'âge de référence de la retraite, le taux de conversion est augmenté de 0.2 point par année d'ajournement.

Art. 89 - Interprétation

Tous les cas non expressément prévus par le présent règlement seront tranchés par le Conseil, qui prendra ses décisions en se référant à l'esprit des statuts et du règlement de la Fondation, ainsi qu'aux dispositions légales en vigueur et à leurs ordonnances d'application.

Art. 90 - Contestations

Toute contestation relative à l'interprétation, à l'application ou à la non-application des dispositions du présent règlement est du ressort des tribunaux cantonaux compétents au siège ou domicile suisse du défendeur ou au lieu de l'exploitation en Suisse dans laquelle l'assuré a été engagé.

Art. 91 - Entrée en vigueur

1. Le présent règlement a été approuvé le 28 novembre 2024 par le Conseil de fondation.
2. Le présent règlement entre en vigueur avec effet au 1^{er} janvier 2024.
3. Il remplace tous les règlements précédents.
4. Il est mis à disposition de tous les assurés.

AU NOM DU CONSEIL DE FONDATION

Pierre-Alain L'HOTE
Président

Jean-Philippe RUSCONI
Vice-Président

ANNEXE A

Taux de conversion

Le taux de conversion utilisé par la Fondation correspond au taux de conversion selon la LPP (6.8 % à l'âge de référence de la retraite).

En cas de retraite anticipée ou différée, le taux de conversion est adapté de 0.2 % par année.

L'âge déterminant pour le taux de conversion applicable est l'âge atteint par l'assuré au moment où naît le droit à la rente de vieillesse. Lorsque l'âge de l'assuré n'est pas entier, le taux de conversion s'obtient par interpolation linéaire.

ANNEXE B

Taux de cotisation

L'âge déterminant pour le taux de cotisation s'obtient en faisant la différence entre l'année de calcul et l'année de naissance de l'assuré.

Catégories d'âge	Cotisation en % du salaire assuré		
	Epargne	Risque	Totale
17 - 24 ans	-	2.6 %	2.6 %
25 - 34 ans	3.5 %	2.6%	6.1 %
35 - 44 ans	5.0 %	2.6 %	7.6 %
45 - 54 ans	7.5 %	2.6 %	10.1 %
dès 55 ans	9.0 %	2.6 %	11.6 %

ANNEXE C

Plan complémentaire

1. Affiliation

Conformément à l'article 13 alinéas 5 et 5^{bis}, l'employeur qui affine l'ensemble de son personnel ou une catégorie de son personnel sur l'entier du salaire AVS (sans déduction de coordination) peut décider de l'affilier au plan complémentaire.

2. Prestations assurées

Seules des prestations de retraite sont assurées, sous réserve des alinéas 4 et 5 du présent chiffre.

Le plan complémentaire permet de cumuler des bonifications de vieillesse complémentaires, créditées au même taux d'intérêt que les bonifications de vieillesse du plan principal.

Au moment de la retraite, le capital accumulé dans le plan complémentaire peut être pris sous forme de rente ou de capital, en tout ou en partie, conformément à l'article 29 du règlement principal ; les dispositions de l'article 8a alinéa 6 restent réservées. En cas de versement sous forme de rente, les taux de conversion du plan principal s'appliquent. Les dispositions réglementaires du plan principal s'appliquent alors à la rente de retraite du plan complémentaire, en particulier s'agissant des rentes expectatives de survivant assurées en cas de décès du retraité.

En cas d'invalidité, un capital est versé à l'invalidé. Ce capital correspondant au capital accumulé dans le plan complémentaire au moment de l'ouverture du droit à la rente AI.

En cas de décès d'un assuré actif, à savoir un assuré pour lequel aucun cas de prévoyance n'est survenu et qui n'est pas en incapacité de travail, un capital-décès est versé au conjoint survivant ou au partenaire enregistré survivant. A défaut, le capital-décès est versé en premier lieu aux enfants de l'assuré défunt au bénéfice d'une rente d'orphelin, et à défaut, aux bénéficiaires du capital-décès tels que définis par l'article 49 du règlement de prévoyance. Le capital-décès correspond au capital accumulé dans le plan complémentaire au moment du décès.

3. Financement

Concernant le financement, l'employeur peut :

- soit payer l'entier des cotisations (employés et employeur) ;
- soit choisir un financement paritaire (50% par l'assuré, 50% par l'employeur).

Le choix de l'employeur vaut pour tous les assurés d'une même catégorie du personnel de l'employeur.

4. Bonifications

L'employeur peut choisir le niveau des bonifications de vieillesse, à concurrence toutefois :

- de bonifications de 5% du salaire assuré avant l'âge de 40 ans ;
- de bonifications de 10% du salaire assuré à partir de l'âge de 40 ans.

Le choix de l'employeur vaut pour tous les assurés d'une même catégorie du personnel de l'employeur.

5. Cotisations

Les cotisations comprennent les bonifications de vieillesse choisies par l'employeur ainsi qu'une cotisation supplémentaire pour la couverture des frais administratifs et du coût des nouvelles retraites.

Le taux de cotisation supplémentaire peut être adapté par le Conseil de fondation sur recommandation de l'expert agréé en matière de prévoyance professionnelle.

Le taux suivant est valable : 0,6% du salaire assuré

6. Divers

Un assuré ne peut effectuer de rachat dans le cadre du plan complémentaire que s'il a déjà racheté toutes les prestations réglementaires possibles du règlement principal.

Le rachat est réglé par les articles 16 et 17 du règlement principal.

Toutes les dispositions du règlement de prévoyance principal relatives à l'organisation, au fonctionnement, au financement, etc. s'appliquent par ailleurs au plan complémentaire.